

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
du Groupe La Poste
2012



LE GROUPE LA POSTE



TABLE DES MATIERES

Attestation de la personne responsable	page 5
Rapport d'activité du premier semestre 2012	page 9
Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2012	page 39
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012	page 73

Attestation de la personne responsable

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 30 août 2012

Le Président-directeur Général

Jean-Paul BAILLY

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2012

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	12
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	12
1.2 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	13
1.3. CROISSANCE EXTERNE	14
1.4 AUTRES FAITS MARQUANTS DU GROUPE	15
2. SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	18
3. RESULTATS OPERATIONNELS PAR METIER	21
3.1 COURRIER	21
3.2 COLIS-EXPRESS.....	23
3.3 ACTIVITE BANCAIRE	25
3.4 ENSEIGNE.....	28
3.5 IMMOBILIER.....	30
3.6 AUTRES SECTEURS.....	31
4. AUTRES AGREGATS CLES DU COMPTE DE RESULTAT	32
4.1. RESULTAT FINANCIER.....	32
4.2 RESULTAT NET PART DU GROUPE	32
5. ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE.....	33
5.1 FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE	33
5.2 VARIATION DE TRESORERIE.....	36
5.3 ENDETTEMENT FINANCIER.....	36
5.4 CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	37
5.5 NOTATION FINANCIERE.....	38
6. PERSPECTIVES.....	38
7. ÉVENEMENTS POST-CLOTURE	38

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS et en données historiques.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants du semestre

1.1 Environnement économique et financier

Le Groupe est sensible pour ses activités bancaires à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers. Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est d'une façon plus générale influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole sont, enfin, un inducteur important pour les activités logistiques.

1.1.1 Poursuite des tensions sur les dettes souveraines dans la zone euro et baisse des taux d'intérêt

Les banques ont bénéficié de refinancements massifs accordés par la BCE fin 2011 et en février 2012. Les tensions sur le marché interbancaire se sont ainsi apaisées, réduisant le risque de tarissement du crédit bancaire, qui aurait eu un effet fortement défavorable sur l'économie, donc sur les finances publiques en Europe.

Néanmoins, et malgré le résultat des élections législatives grecques du 17 juin dernier et les décisions favorables prises lors du Conseil européen de fin juin (mise en place d'une surveillance du système bancaire européen, possibilité de recapitalisation directe des banques par le Mécanisme Européen de Stabilité), les inquiétudes sur la situation de l'Espagne et de la Grèce demeurent. Cet environnement a de forts impacts sur les marchés obligataires :

- Depuis le printemps 2012, le Bund allemand joue plus que jamais le rôle de valeur refuge d'où une chute de son rendement, et un nouvel écartement des spreads avec les dettes des Etats jugés les moins sûrs (Espagne surtout, Italie par contagion).
- Avec retard, le rendement de l'OAT 10 ans, certes jugé par les investisseurs moins sécurisant que le Bund allemand mais avec un rendement sensiblement plus attractif, chute : le taux de l'OAT 10 ans, qui était de 3,14 % en moyenne en décembre 2011, se situe aux alentours à 2,7 % à fin juin 2012.

1.1.2 Evolution des marchés financiers

Les marchés boursiers ont recouvré une partie de la confiance qu'ils avaient perdue au deuxième semestre 2011, sans pour autant que les indices boursiers de la zone euro aient retrouvé leur niveau du premier semestre 2011. Mais le retour de doutes sur la stabilité financière des pays d'Europe du Sud ainsi que l'instabilité politique en Grèce ont conduit à une nouvelle aggravation des tensions au printemps. En particulier, les taux souverains espagnols et italiens sont de nouveau en forte hausse depuis avril, atteignant respectivement 7 % et 6 % en juin. La volatilité sur les marchés boursiers augmente, le CAC 40 revenant autour des 3 200 points après le sommet européen des 28 et 29 juin.

1.1.3 Dégradation de la conjoncture en Europe

Les conséquences de la crise des dettes souveraines continuent d'affecter les économies européennes. Les mesures de maîtrise des déficits publics pèsent sur le revenu des ménages, déjà touchés par la dégradation du marché du travail et la hausse du prix du pétrole sur les premiers mois de l'année 2012.

L'activité économique a encore légèrement reculé dans la zone euro au 1^{er} semestre 2012, avec de fortes disparités : l'Allemagne préserve un socle de croissance (bonne compétitivité

industrielle, situation favorable du marché du travail, peu ou pas d'austérité budgétaire) ; a contrario, les pays en cure d'austérité budgétaire (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal, Italie) sont en récession.

En France, l'activité est stable au 1^{er} semestre.

1.1.4 Evolution des cours du pétrole

En début d'année, le cours du pétrole avait atteint des records, jusqu'à 130 \$ début mars pour le baril de Brent de la mer du Nord, principalement à cause des tensions accrues qui opposent l'Iran aux pays occidentaux et à Israël. Au 2^e trimestre le prix du baril de Brent est revenu à moins de 100 \$ début juin en raison de la révision à la baisse des prévisions de demande mondiale de pétrole, en lien avec la résurgence de la crise de la dette en zone euro et avec le ralentissement de l'économie chinoise.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Signature d'un avenant au contrat de service public

Un avenant au contrat de service public 2008-2012 qui lie l'État et La Poste a été signé le 14 février 2012. Cet avenant précise, pour les années 2011 et 2012, les engagements respectifs de La Poste et de l'État concernant les 4 missions de service public confiées à La Poste : le service universel postal, le transport et la distribution de la presse, l'accessibilité bancaire et l'aménagement du territoire :

1. Pour la mission de service universel postal, l'avenant indique les objectifs de qualité de service du courrier (85 % de lettres prioritaires distribuées en J + 1) et du colis. Il introduit également de nouveaux indicateurs et objectifs de qualité de service, par exemple pour la lettre recommandée, et les délais considérés comme excessifs pour la lettre prioritaire et le colis. L'État demande aussi que La Poste s'engage à communiquer auprès de ses clients sur l'ensemble des offres du service universel postal, en particulier sur les offres économiques.
2. En ce qui concerne la mission du transport et de la distribution de la presse, le texte reprend l'ensemble des engagements qui figurent dans l'accord tripartite signé en juillet 2008 pour la période 2009-2015 par l'État, La Poste et les éditeurs. Cet accord prévoyait la mise en œuvre de l'évolution prévue des tarifs, la poursuite de l'aide financière apportée par l'État y compris la compensation du report d'un an de la hausse tarifaire décidée en 2009 et la baisse par la Poste des coûts liés au transport et à la distribution de la presse.
3. S'agissant de la mission d'accessibilité bancaire, la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, qui a ouvert la distribution du Livret A à tous les acteurs bancaires, reconnaît le rôle spécifique d'accessibilité bancaire joué par La Banque Postale. A ce titre, La Banque Postale recevra en 2012 une rémunération spécifique de 250 millions d'euros. L'avenant mentionne aussi les actions menées par La Poste pour lutter contre le surendettement et le prévenir.
4. En matière de mission d'aménagement du territoire, le texte souligne que l'État s'engage à soutenir le dialogue territorial, l'adaptation du réseau des points de contact postaux et à garantir la stabilité du financement du fonds national de péréquation territoriale dont la ressource prévisionnelle a été fixée à 170 millions d'euros par an sur la période 2011-2013. La Poste s'engage à poursuivre les actions engagées pour améliorer la qualité de l'accueil (notamment en matière de délai d'accès au guichet), la modernisation de son réseau et son adaptation aux besoins de la population.

1.3. Croissance externe

Sur le premier semestre 2012, le Groupe a poursuivi sa politique d'acquisitions ciblées pour soutenir la stratégie dans ses différents métiers :

- Renforcement du réseau international de l'Express :
 - Rachat progressif au cours du premier semestre d'actions détenues par les franchisés dans SEUR SA, franchiseur du réseau SEUR, dont la franchise de Zamora. Ces rachats ont permis à GeoPost, alliés aux signataires du pacte d'actionnaires, de prendre le **contrôle de la société espagnole SEUR SA**. SEUR SA est désormais consolidée en intégration globale à compter du début de l'exercice 2012, ce qui se traduira par un complément de chiffre d'affaires de l'ordre de 80 M€ en base annuelle. GeoPost détient désormais directement 46,17% de SEUR SA.
 - Par ailleurs, GeoPost a acquis la société **GTR en Hongrie**, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 3 M€.
- Développement de l'offre digitale du Courrier sur le marché de la communication commerciale (en vue de proposer une offre multicanale de marketing relationnel) :
 - **Prise de contrôle le 26 juin d'Adverline**, un des leaders de la communication digitale (régie publicitaire internet, micro-paiement, publishing, hébergement de sites web, e-mailing B to B). Cette société a réalisé 25 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011. Mediapost complète ainsi son offre et dispose de l'une des dix principales régies publicitaires web françaises (plus de 20 millions de visiteurs uniques mensuels). Le Groupe va déposer un projet d'OPA, cette opération devrait être clôturée au début du quatrième trimestre 2012.
 - Annonce de l'acquisition **de la société Cabestan** qui sera concrétisée sur le **troisième trimestre 2012**, spécialiste dans le domaine de la gestion de données et de campagnes commerciales par Email et SMS. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires 2011 de 6 M€.
 - Prise d'une participation par SMP, holding du Groupe Sogec, de **40% le 20 avril 2012 dans la société Budget Box** (B&B) spécialisée dans le self-scanning.
- Renforcement de l'offre de logistique e-commerce du Courrier :
 - Annonce de l'acquisition **de la société Orium** qui sera concrétisée au **troisième trimestre 2012**, un des leaders de la logistique e-commerce en France. La société a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 20 M€. L'activité de la société couvre la préparation de commandes, le négoce de transport, le stockage, la gestion des retours et la gestion de la relation client pour les PME/TPE. Orium est présent sur les segments B to C et B to B.

La clientèle est constituée de références majeures (Smartbox, Nespresso, Wanimo, Dukan) et de TPE/PME qui peuvent bénéficier de services à valeur ajoutée liés à la relation client. L'acquisition permettra à Viapost, filiale de Sofipost, de prendre part à l'essor du marché de la logistique e-commerce, dont sa filiale Neolog a l'ambition de devenir l'un des leaders.
 - **Acquisition le 26 avril de la société 'Mixcommerce'** qui gère le commerce électronique de nombreuses marques et dont le chiffre d'affaires a été supérieur à 7,5 M€ en 2011. Avec cette acquisition, La Poste va créer une activité de « délégation e-commerce » regroupant la société Mixcommerce d'une part et sa

propre solution « Box e-commerce » d'autre part qui permet à une entreprise de créer son site internet pour faciliter son commerce en ligne. Cette acquisition permettra le renforcement des positions du Groupe dans le commerce électronique délégué.

- **Lancement d' «Asendia par La Poste et Swiss Post »** : en décembre 2011, La Poste et Swiss Post avaient annoncé leur intention de réunir l'ensemble de leurs activités respectives de courrier transfrontières, à l'exception de leurs activités import et export en France et en Suisse, qui dépendent du service universel des deux opérateurs.

Le 4 Juillet, la Commission Européenne a donné son autorisation pour la création d'une société commune de distribution internationale de courrier, incluant la cession de la filiale française de Swiss Post. Cette coentreprise, détenue à parts égales par La Poste et Swiss Post, a pour ambition de devenir le leader des solutions B to C pour le Courrier International. Avec plus de 1 000 collaborateurs, Asendia est présente sur 3 continents et dans 15 pays, à travers 25 implantations. Avec un chiffre d'affaires de plus de 400 millions d'euros, Asendia se positionne d'emblée comme l'un des leaders mondiaux du courrier international. Cette opération s'est concrétisée sans sortie de trésorerie pour le Groupe La Poste.

1.4 Autres faits marquants du Groupe

1.4.1 Versement de la 2^{ème} tranche de l'augmentation de capital

Lors de la transformation en 2010 de La Poste en société anonyme, l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) s'étaient engagés à souscrire ensemble à une augmentation de capital, à hauteur respectivement de 1,2 et 1,5 milliard d'euros. Un contrat de souscription a été signé le 11 février 2011 en ce sens entre l'Etat, la CDC et La Poste, définissant l'opération et les engagements de chacune des parties.

Le 6 avril 2011, l'Etat et la CDC ont souscrit à une augmentation de capital de 350 millions d'Actions à Bons de Souscription d'Actions à hauteur de respectivement 44% et 56%. Le montant en numéraire de l'émission, soit 2,1 milliards d'euros, a été libéré en deux fois :

- 1,050 milliard d'euros ont été versés le 6 avril 2011.
- Le 8 mars 2012, le Conseil d'administration de la société a appelé le versement du solde du capital social non encore libéré s'élevant à la somme de 1,050 milliard d'euros ; l'Etat a versé 466,6 millions d'euros et la CDC 583,3 millions d'euros.

600 millions d'euros de Bons de Souscriptions d'Actions seront exercés en 2013, donnant lieu à l'émission de 100 millions d'actions nouvelles.

1.4.2 Renforcement de la gouvernance du Groupe

Le Groupe a renforcé son processus de choix des investissements de croissance externe :

- Les projets d'opérations de croissance externe d'un montant supérieur à 10 M€, pour les filiales industrielles et commerciales, et à 12 M€ pour La Banque Postale, sont désormais soumis pour approbation, en complément des organes de gouvernance compétents de la filiale, à un Comité d'Investissement composé des Directeurs Généraux Adjointes en charge des Finances d'une part et de la Stratégie d'autre part.

- Les projets d'opérations de croissance externe d'un montant supérieur à 30 M€, ou se traduisant par une implantation dans un nouveau pays ou le développement d'une nouvelle activité, sont désormais soumis, préalablement au Conseil d'Administration du Groupe La Poste, à un Comité d'Investissement composé des Directeurs Généraux Adjointes en charge des Finances d'une part et de la Stratégie d'autre part et présidé par le Président Directeur Général du Groupe.

1.4.3 Engagement du Groupe pour le développement responsable

Dans la continuité des actions mises en place pour réduire ses émissions de CO₂ d'ici 2015, Jean-Paul Bailly, Président de La Poste, a annoncé le 14 février 2012 l'engagement du Groupe dans une démarche de neutralité carbone de ses offres Courrier, Colis et Express. La Poste compensera ses émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation de carburant et d'énergie qui n'auront pas pu être réduites.

Toutes les offres du Courrier (papier, hybrides, numériques) et de ColiPoste sont concernées depuis le 1^{er} mars, celle de GeoPost à compter du 1^{er} juillet, avec Exapaq et Chronopost en France et le réseau DPD à l'international.

Par ailleurs, les premiers véhicules électriques du programme national de soutien de l'Etat à la voiture électrique ont été livrés au cours du 1^{er} semestre. Plus de 1 600 véhicules devraient être en exploitation à fin 2012. La Poste s'est engagée à acquérir 10 000 véhicules électriques à horizon 2015.

1.4.4. Lancement du « Grand Dialogue sur la vie au travail »

Le 19 mars dernier, La Poste a décidé de lancer un grand dialogue sur la vie au travail au sein de l'entreprise. Cette démarche s'est déroulée simultanément au niveau national et local et dès le 12 avril, dix mesures immédiates ont été prises, parmi lesquelles un budget de 20 millions d'euros consacré aux mesures d'amélioration de la vie au travail et le recrutement de 1 000 agents supplémentaires en 2012.

Dans chaque établissement de La Poste, un examen complet de la vie au travail a été réalisé avec les syndicats et les postiers au travers de réunions d'écoute, de dialogues et d'actions.

Il a également été décidé de créer une commission composée d'un représentant de chaque organisation syndicale représentative de La Poste, de dirigeants de l'entreprise et de personnalités qualifiées présidée par Jean Kaspar. Avec l'appui des membres de la commission, Jean Kaspar a pour mission d'analyser la situation de l'entreprise et de ses salariés en matière de vie au travail. Il remettra début septembre à Jean-Paul Bailly Président de La Poste un rapport qui précisera l'analyse de la situation faite par la commission et formalisera toutes les préconisations et propositions qu'elle jugera utiles.

1.4.5 Accord en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap

La Direction de La Poste et 4 organisations syndicales, CFDT, CFTC, CGC/UNSA et FO ont signé le 8 mars dernier un nouvel accord en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap.

Cet accord, le 5^{ème} signé sur ce thème, vient d'obtenir l'agrément de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Il couvre la période 2012-2014 et comporte un plan d'actions ambitieux incluant notamment le recrutement de personnes en situation de handicap et des actions de maintien dans l'emploi et d'amélioration de la qualité de vie au travail des personnels en situation de handicap.

Il prévoit également de développer le recours à des entreprises du secteur adapté/protégé, et de poursuivre et conforter la politique de partenariats avec les différentes structures spécialisées dans la formation et l'accompagnement des travailleurs handicapés vers l'emploi.

Avec ce 5ème accord, La Poste réaffirme sa politique en faveur de la diversité et de l'égalité des chances, comme l'un des axes stratégiques de son développement responsable et de son engagement sociétal, conforme aux valeurs du Groupe.

1.4.6. Entrée de La Banque Postale sur le marché du Financement local

Afin de répondre à leurs premiers besoins, La Banque Postale a commercialisé dès la mi-juin aux collectivités locales, une offre de crédit court terme composée d'une ligne de trésorerie utilisable par tirage d'un montant de 4 Mds€. La nouvelle offre sera étendue aux bailleurs sociaux à partir de la mi-septembre puis, progressivement, à l'ensemble des acteurs du secteur public local.

Sous réserve à nouveau de l'autorisation des autorités réglementaires, La Banque Postale, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, proposera à partir du second semestre 2012, des offres de financement à moyen/long terme.

1.4.7. Nouvel accord d'intéressement pour les années 2012 à 2014

La Poste a signé le 18 juin avec les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGC/UNSA et FO un nouvel accord d'intéressement d'une durée de 3 ans (pour les années 2012, 2013 et 2014).

Dans un contexte économique particulièrement difficile, La Poste et les organisations syndicales signataires ont souhaité négocier un nouvel accord d'intéressement qui renforce le principe d'un partage équitable des résultats et développe l'association des personnels à la bonne marche de l'entreprise, tout en préservant les conditions d'un niveau de performance satisfaisant.

Cet accord comprend des évolutions significatives. Il repose désormais sur un critère économique directement lié au montant du résultat net, modulé en fonction de l'atteinte de critères de qualité et de performance non financière, de critères de développement responsable et, pour la 1^{ère} fois, de qualité de vie au travail. Ce nouvel indicateur sera défini dans le cadre des travaux du Grand Dialogue et sera mis en place, par avenant, à partir de 2013.

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

En M€	2012.06	2011.06	Evolution 2012.06/2011.06		Evolution à périmètre et change constants	
			en montant	en %	en montant	en %
Performance opérationnelle						
Produits opérationnels	10 887	10 789	+ 98	+0,9%	+ 13	+0,1%
Résultat d'exploitation	632	504	+ 128	+25,5%	+ 120	+23,6%
Marge opérationnelle	5,8%	4,7%		+1,1 pt		+1,1 pt
Résultat net part du Groupe	437	377	+ 60	+15,8%	+ 58	+15,4%
Résultat net part du Groupe/CA	4,0%	3,5%		+0,5 pt		+0,5 pt
Flux de Trésorerie des opérations (*)	757	903	- 145	-16,1%		

Solidité financière Groupe	2012.06	2011.12	Evolution 12/11
Dette nette Hors Banque	3 441	4 544	- 1 103
Flux de trésorerie des opérations (**) / Dette nette	31,2%	26,8%	+4 pts
Capitaux propres (part du Groupe)	7 194	6 783	+ 411
Dette nette / Capitaux propres	0,48	0,67	-0,19

Ratios bancaires	2012.06	2011.12	Evolution 12/11
Core Tier One	12,6%	12,7%	-0,1 pt
Ratio de liquidité	50,8%	51,1%	-0,3 pt

* Flux de Trésorerie des opérations : EBE Hors Banque + Dividendes LBP – Charges financières et Impôts payés (voir partie 5.1)

** FTO calculé sur 12 mois glissants

Les **produits opérationnels** du Groupe La Poste s'établissent à 10 887 M€ à fin juin 2012, en progression de + 0,9 % par rapport au premier semestre 2011. La répartition par Métier est la suivante :

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution 12/11		Evolution à périmètre et change constants	
			en M€	en %	en M€	en %
Courrier	5 827	5 939	- 112	-1,9%	- 119	-2,0%
Colis/Express	2 695	2 505	+ 190	+7,6%	+ 114	+4,6%
Activités bancaires	2 668	2 671	- 4	-0,1%	- 4	-0,1%
Autres secteurs et intercos	-303	-327	+ 24	-7,3%	+ 13	-12,3%
Produits opérationnels	10 887	10 789	+ 98	+0,9%	+ 13	+0,1%

A périmètre et taux de change constants, la croissance organique est de +0,1 % :

- Les variations de périmètre ont un effet positif de 71 M€. Elles résultent pour l'essentiel des acquisitions réalisées par GeoPost.
- Les effets change sont défavorables (-15 M€).

De façon synthétique, l'activité du 1^{er} semestre est marquée par :

- La baisse du chiffre d'affaires Courrier Maison Mère (i.e. hors pôle Sofipost) à -3,1% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution défavorable est tirée par la dégradation structurelle des volumes (-5,8% à jours ouvrés comparables), partiellement compensée par l'effet de report de la hausse des tarifs de juillet 2011 (+2,9%). Les relais de croissance du Courrier poursuivent pour leur part leur développement, avec une croissance de 11% (+56 M€) des activités de Sofipost.
- La poursuite de la croissance du Colis-Express (+7,6 %). Après un début d'année quelque peu atone, le Colis réalise une très bonne performance en France sur le deuxième trimestre 2012 et affiche une progression de ses ventes de +2,6% par rapport au premier semestre 2011. L'Express connaît un très fort développement dans certains pays d'Europe de l'Ouest notamment (Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, France et Pays-Bas) ainsi qu'en Europe de l'Est et Russie, mais continue à être confronté à un marché difficile en Espagne.
- Une stabilité du PNB de La Banque Postale (-0,1 %) qui maintient ses positions dans un environnement financier peu favorable marqué également par la décollecte des particuliers sur les OPCVM et l'Assurance Vie au profit de l'épargne ordinaire et du livret A et une activité de crédits (immobiliers et dans une moindre mesure consommation) qui souffre du ralentissement du marché.
- Dans la ligne 'Autres secteurs et intercos', la Poste Mobile réalise un chiffre d'affaires semestriel de 34 M€, en quote-part du Groupe, cette entité étant consolidée par intégration proportionnelle. L'arrivée d'un nouvel opérateur sur le marché français a initialement freiné le développement de la joint-venture avec SFR mais depuis avril la filiale continue à nouveau à développer son parc d'utilisateurs. L'offre a été étendue progressivement à 10 000 bureaux de poste au cours du premier semestre 2012.

Sur le 1^{er} semestre, le **résultat d'exploitation s'établit à 632 M€**, en progression de 25,5 % par rapport à 2011.

<i>En millions d'euros</i>	2012.06	2011.06	Evolution 12/11		Evolution à périmètre et change constants	
			en M€	en %	en M€	en %
Courrier	470	489	- 19	-3,8%	- 18	-3,6%
Colis/Express	210	206	+ 4	+1,7%	+ 2	+0,8%
Activité bancaire	348	245	+ 102	+41,8%	+ 101	+41,1%
Enseigne	-39	29	- 69	n.s.	- 78	n.s.
Autres secteurs	-25	-42	+ 17	-40,2%	+ 19	-47,7%
Non affecté	-330	-424	+ 93	-22,0%	+ 94	-22,1%
Résultat d'exploitation	632	504	+ 128	25,5%	+ 120	+23,6%

A périmètre et taux de change constants, le REX augmente de 120 M€ (+23,6 %) par rapport au 1^{er} semestre 2011. Cette tendance s'explique par :

- Une forte augmentation du résultat de La Banque Postale qui provient notamment des provisions passées sur les titres souverains grecs : dotation de 158 M€ au 30 juin 2011 (portée à 241 M€ à fin décembre) et dotation complémentaire de 30 M€ au 30 juin 2012.

Retraité des provisions sur titres grecs et de la variation de la provision épargne logement (reprise de 29 M€ sur le premier semestre 2011 et dotation de 33 M€ sur le premier semestre 2012), le résultat d'exploitation de la Banque marque néanmoins toujours une progression sur le premier semestre 2012. Malgré un environnement financier peu favorable La Banque Postale a en effet bien maîtrisé ses coûts, dans un contexte marqué par le développement de nouvelles activités (offre aux personnes morales, aux collectivités locales, développement du pôle assurance).

- Un léger fléchissement de la rentabilité du Courrier compte tenu d'une structure d'exploitation marquée par une prépondérance des coûts fixes dont l'adaptation à la baisse des volumes ne peut s'effectuer que de façon progressive.
- Une activité Colis/Express dont la marge d'exploitation se tasse très légèrement dans un contexte de forte croissance des volumes, compte tenu de pressions sur les prix, d'une augmentation des coûts de livraison en Allemagne et d'un environnement local complexe en Espagne et au Portugal. La marge opérationnelle sur le premier semestre 2012 reste néanmoins de près de 8 %.
- De moindres coûts des programmes de départ en pré-retraite qui expliquent une part importante de la variation positive du résultat sur le 'Non affecté' (les coûts de ces programmes transverses au Groupe ne sont pas portés par les Métiers).
- Le résultat de l'Enseigne pâtit principalement d'une moindre refacturation aux Métiers, liée à une activité plus faible, et ce malgré une bonne maîtrise des charges d'exploitation sur le premier semestre 2012.

Après prise en compte d'un résultat financier de -122 M€, d'une charge d'impôt de 179 M€ et d'une quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence de +106 M€, **le résultat net part du Groupe** passe de **377 millions d'euros** fin juin 2011 à **437 M€ à fin juin 2012**, soit une progression de +16 %.

Les Flux de Trésorerie des Opérations (FTO) du Groupe, à 757 M€, baissent de 145 M€ sur le premier semestre 2012 compte tenu de l'effet négatif de la baisse des volumes du Courrier d'une part et d'un dividende perçu de La Banque Postale sensiblement plus faible qu'en 2011 (187 M€ sur le premier semestre 2012 contre 295 M€ sur le premier semestre 2011) lié à l'impact, sur le résultat net 2011 de la Banque Postale, des provisions comptabilisées sur les titres grecs.

La structure financière du Groupe s'est renforcée sur le premier semestre 2012 compte tenu notamment du versement de la deuxième tranche de l'augmentation de capital à laquelle l'Etat et la CDC s'étaient engagés, soit 1 050 M€. Le ratio '**FTO/Dette Nette**' progresse ainsi de 4,4 points au 30 juin 2012 pour atteindre 31,2 % et le ratio '**Dette Nette / Capitaux propres**' baisse de 19 points pour atteindre 0,48 au 30 juin 2012.

3. Résultats opérationnels par métier

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les produits opérationnels de chaque secteur d'activité correspondent au total des produits du secteur, y compris les flux avec les autres secteurs.

En millions d'euros									
1er semestre 2012	Courrier	Colis Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Services partagés	Non Affecté	Elim.	Groupe
Produits opérationnels	5 827	2 695	2 668	2 088	398	355		-3 144	10 887
Charges opérationnelles	-5 357	-2 485	-2 320	-2 127	-326	-454	-330	3 144	-10 255
Résultat d'exploitation	470	210	348	-39	72	-99	-330		632
% des Produits opérationnels	8,1%	7,8%	13,0%						5,8%
1er semestre 2011	Courrier	Colis Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Services partagés	Non Affecté	Elim.	Groupe
Produits opérationnels	5 939	2 505	2 671	2 236	390	418		-3 371	10 788
Charges opérationnelles	-5 450	-2 299	-2 426	-2 207	-362	-489	-424	3 371	-10 286
Résultat d'exploitation	489	206	245	29	28	-71	-424		504
% des Produits opérationnels	8,2%	8,2%	9,2%						4,7%

3.1 Courrier

Le secteur 'Courrier' comprend l'ensemble de l'activité Courrier de La Poste Maison Mère (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les sociétés du sous-groupe Sofipost positionnées sur des marchés stratégiques et en croissance :

- MEDIAPOST : Marketing relationnel et communication de proximité,
- DOCAPOST : Solutions et services de gestion du document et des données,
- VIAPOST : Presse, logistique (incluant un pôle e-commerce) et transport,
- LPGM : Traitement et routage du courrier transfrontière.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
			en M€	en %
Chiffre d'affaires	5 827	5 939	-112	-1,9%
<i>Dont CA hors groupe</i>	5 512	5 607	-95	-1,7%
Charges opérationnelles	-5 357	-5 450	+93	-1,7%
Résultat d'exploitation	470	489	-19	-3,8%
% du CA	8,1%	8,2%		-0,2 pt

3.1.1 Activité Courrier Maison Mère – Chiffre d'affaires 2012 de 5 270 M€ (-168 M€ / -3,1% par rapport à 2011)

Le chiffre d'affaires du Courrier Maison Mère recule de -3,1% sur le premier semestre 2012 par rapport à la même période de l'exercice précédent, soit une réduction de 168 M€ résultant notamment d'un effet volume à la baisse (-5,8% à jours ouvrés équivalents) sur l'affranchissement et d'un transfert des ventes internationales vers Sofipost.

Cet effet est partiellement compensé par :

- L'effet favorable de la hausse de prix (+135 M€ / 2,9%), conséquence de la hausse du timbre à compter du deuxième semestre 2011 et de l'augmentation des tarifs Presse décidée dans le cadre de l'accord tripartite Etat-Poste-Poste.
- Un effet positif des élections présidentielles et législatives.

L'évolution des volumes est à rapprocher d'un environnement économique morose sur le premier semestre. Elle marque également la tendance structurelle à une réduction des volumes de courrier de certains grands émetteurs tels que les opérateurs téléphoniques, bancaires ou le secteur public (gel budgétaire). La pleine ouverture à la concurrence depuis le 1^{er} janvier 2011 n'a pas conduit à l'apparition d'acteur significatif sur ce marché.

Face à ce recul du chiffre d'affaires, le Courrier a poursuivi l'adaptation de son organisation et de ses moyens industriels avec notamment la mise en service de la Plateforme de Tri de Rennes sur le mois de juin 2012 et la montée en puissance de la lettre verte. Compte tenu d'un modèle économique qui comprend une part importante de coûts fixes qui ne peuvent s'adapter que par palier, l'effet de la baisse des volumes reste néanmoins défavorable sur le résultat d'exploitation du métier au premier semestre 2012.

La qualité de service reste une priorité du Courrier avec de très bonnes performances. La lettre à J+1 atteint notamment 87,6 % à fin juin 2012 soit une progression de +0,5 point par rapport à juin 2011.

3.1.2 Activité Sofipost – Chiffre d'affaires 2012 de 557 M€ (+11% par rapport à 2011)

Sofipost a réalisé un bon premier semestre avec une croissance de son chiffre d'affaires de 56 M€ soit +11%, la croissance organique étant pour sa part de 51 M€ (dont 27 M€ provenant du transfert des ventes internationales), soit +10%. Tous les pôles sont en développement, avec l'évolution organique suivante :

- Mediapost a connu une progression des ventes de 3 M€ : la fin de l'activité des 'gratuits' en France est plus que compensée par la croissance des volumes des imprimés publicitaires. En revanche, les filiales de la péninsule ibérique ont souffert du contexte économique local difficile.
- Docapost affiche une croissance de son activité de 8 M€ grâce à l'Editique industrielle, portée par de nouveaux contrats et par la bonne tenue de l'externalisation documentaire. Les activités d'externalisation de la gestion des processus clients sont pour leur part en léger retrait en liaison avec l'érosion attendue de l'activité 'Chèques'.
- Viapost marque une progression de 5 M€ de son chiffre d'affaires, tirée par la croissance de l'activité des 'Volumineux' et des prestations logistiques.
- LPGM réussit une progression de ses ventes de 35 M€, dont 27 M€ liés au transfert des activités de ventes internationales du Courrier Maison Mère.

Les effets change sont de +5 M€ et les effets périmètre de +0,1 M€ (essentiellement l'entrée de Médiaprimism en mars 2011 et la sortie d'Aurore en juin 2011).

Le 4 Juillet, la Commission Européenne a donné son autorisation pour la création d'une société commune de distribution de courrier transfrontière entre LPGM et la filiale équivalente de Swiss Post (voir partie 1.3), incluant la cession de la filiale française de Swiss Post. La société

Asendia détenue à 50/50 par les deux groupes permettra de conforter la position de La Poste dans les échanges internationaux.

La croissance externe reste un axe stratégique clé pour permettre à Sofipost de renforcer sa position sur ses quatre principaux marchés (voir partie 1.3).

3.1.3 Autres indicateurs clés du secteur Courrier

Les flux de chiffre d'affaires internes entre le pôle Courrier Maison Mère et le pôle Sofipost s'élèvent à 363 M€ sur le premier semestre 2012.

Au global, le résultat d'exploitation consolidé du secteur opérationnel Courrier est en recul de 19 M€ sur le 1^{er} semestre 2012 par rapport à 2011, soit une diminution de 4% (à données publiées tout comme à périmètre et change constant). Ce recul s'explique principalement par l'effet de la baisse des volumes dans un modèle économique comprenant une part prépondérante de coûts fixes. La réduction des charges de fonctionnement de l'activité Courrier Maison Mère et la progression du pôle Sofipost, ont permis de limiter le recul du résultat d'exploitation.

3.2 Colis-Express

Le secteur d'activité « Colis-Express » regroupe les activités de ColiPoste et de GeoPost :

- ColiPoste est le spécialiste de la livraison rapide des colis de moins de 30 kg aux particuliers B to C ou C to C en France, avec un niveau de qualité de service fixé à J+2.
- Les activités Express en France et à l'étranger sont logées dans la filiale GeoPost qui intervient essentiellement sur les segments d'entreprise à entreprise B to B et B to C sous les principales marques suivantes : DPD, Chronopost, Exapaq et SEUR.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
			en M€	en %
Chiffre d'affaires	2 695	2 505	+190	7,6%
<i>Dont CA hors groupe</i>	2 674	2 485	+189	7,6%
Charges opérationnelles	-2 485	-2 299	-186	8,1%
Résultat d'exploitation	210	206	+4	1,7%
<i>% du CA</i>	7,8%	8,2%		-0,4 pts

3.2.1 Activité ColiPoste – Chiffre d'affaires 2012 de 753 M€ (+19 M€ / +2,6% par rapport à 2011)

Après des premiers mois 2012 marqués par des volumes relativement atones, l'activité de ColiPoste a connu une nette progression sur le deuxième trimestre 2012. Le chiffre d'affaires cumulé à fin juin 2012 de 753 M€ progresse de 19 M€ par rapport à juin 2011, soit +2,6%. Cette tendance positive s'explique principalement par :

- 12 M€ d'effet volume favorable à jours ouvrés équivalents. Les volumes poursuivent leur progression notamment sur le B to C Colissimo (+6,4% à jours ouvrés équivalents). Le segment C to C est stable. La tendance à la baisse du Coliéco s'accélère par ailleurs, en lien avec la baisse de l'activité des VPCistes .

- Un effet prix/mix favorable de 11 M€ soutenu principalement par le renforcement de la part du Colissimo au détriment du Coliéco. L'environnement concurrentiel reste marqué par des pressions baissières importantes sur les prix.
- Un effet jours ouvrés négatifs de 6 M€.
- Un effet fuel positif compte tenu de l'augmentation du prix moyen des carburants sur le premier semestre 2012, par rapport à la même période en 2011.

La qualité de service continue à progresser : la distribution à J+2 atteint 94,2% à fin juin 2012, soit une progression de 0,6 point par rapport à 2011.

3.2.2 Activité GeoPost – Chiffre d'affaires 2012 de 1 942 M€ (+ 171 M€ / + 9,6% par rapport à 2011)

Comme évoqué précédemment (voir partie 1.3), GeoPost a renforcé durant le premier semestre 2012 sa position en Espagne, par l'acquisition d'actions complémentaires de SEUR SA détenues par les franchisés. GeoPost exerce désormais un contrôle exclusif sur SEUR SA, entité dorénavant consolidée par intégration globale avec effet rétroactif sur le premier semestre 2012.

Le chiffre d'affaires de 1 942 M€ sur le premier semestre 2012 progresse de 171 M€ par rapport à juin 2011, soit + 9,6 % :

- L'effet périmètre et change contribue à hauteur de + 76 M€ à la croissance globale du chiffre d'affaires, lié essentiellement :
 - Au passage en intégration globale de SEUR SA (contrôle exclusif depuis le 1^{er} janvier 2012) pour 40 M€.
 - Aux changements de méthodes de consolidation opérés courant 2011 (montée en capital et intégration globale de SEUR Internacional et Laser) et à l'acquisition d'Iloxx en juillet 2011, soit un effet positif au global de 26 M€.
 - A un effet change favorable de 10 M€.
- Hors périmètre et change, la croissance du chiffre d'affaires atteint 5,5%. Cette bonne performance est liée à la croissance des volumes (+ 6,3%) dans un contexte de pressions concurrentielles toujours importantes pouvant conduire à des tensions sur les prix.

La performance de GeoPost sur le premier semestre varie en fonction des zones géographiques :

- Bonne performance en France avec Chronopost et Exapaq qui affichent une croissance de leurs ventes de respectivement 3 % et 5 %, tirée par les volumes.
- DPD Allemagne est sur une tendance d'activité favorable avec une évolution du chiffre d'affaires de + 3 % dans un contexte concurrentiel tendu qui contraint les prix.
- Au Royaume-Uni, l'excellent dynamisme des ventes se poursuit (+ 16%), GeoPost renforçant sa position sur le marché en s'appuyant notamment sur sa qualité de services et sur le déploiement de la solution Predict (B to C : amélioration du taux de réussite de livraison aux particuliers).

- En Espagne, SEUR reste marqué sur le premier semestre par une baisse du chiffre d'affaires liée à la pression concurrentielle sur les prix et à la baisse des poids transportés dans un contexte économique espagnol difficile. Une dépréciation complémentaire du goodwill de cette entité a été comptabilisée à hauteur de 12 M€ sur le premier semestre 2012 (pour mémoire une dépréciation de 27 M€ avait été comptabilisée sur la même période en 2011).
- GeoPost connaît par ailleurs un développement prometteur en Europe de l'Est (Pologne principalement) et en Russie.

3.2.3 Autres indicateurs clés du Colis - Express

Les flux de chiffre d'affaires internes entre le pôle ColiPoste et le pôle GeoPost s'élèvent à 26 M€ sur le premier semestre 2012.

Au global, le résultat d'exploitation atteint 210 M€, en augmentation de 4 M€, tiré par la croissance de l'activité. Outre les pressions concurrentielles, la performance du 1^{er} semestre est tempérée par des opérations de dépréciations et de revalorisation de titres moins favorables que celles constatées sur la même période en 2011.

3.3 Activité bancaire

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens.

La Poste et La Banque Postale ont constitué entre elles un groupement de fait, régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au groupement de moyens (principalement la masse salariale des agents des Centres Financiers) est refacturé à l'Euro/l'Euro à La Banque Postale.

3.3.1. Environnement économique et financier

Comme évoqué précédemment, dans un contexte de conjoncture économique dégradée de la zone Euro et de regain de tensions sur les dettes périphériques, les marchés financiers ont encore été chahutés ce premier semestre :

- Les taux de rendement des obligations des pays périphériques se sont tendus, tandis que l'Allemagne et la France, en tant que valeurs refuges, ont vu le rendement de leurs obligations chuter. L'OAT 10 ans a atteint 2,7% à fin juin 2012.
- Le CAC 40 a de nouveau chuté sous les 3 000 points à la fin du mois de mai, après un point haut de 3 600 points en mars. Il est de 3 197 points au 30 juin 2012.
- Les marchés de l'épargne (assurance vie notamment) et du crédit sont en retrait.
- Le taux de rémunération du Livret A reste fixé à 2,25% au 1er semestre 2012.

3.3.2. Développement et partenariats

La Banque Postale a continué à développer son champ d'activités :

- Pour les Personnes Morales : suite à l'obtention de l'agrément sur le financement des personnes morales fin 2011, La Banque Postale a multiplié ses offres de services, en procédant au déploiement du Crédit-Bail Mobilier et de facilités de caisse sur l'ensemble des Espaces Entreprises ainsi que la généralisation du service EFICASH, service de paiement de factures en espèces.
- Pour les Collectivités locales : afin de répondre à leurs premiers besoins, La Banque Postale a commercialisé dès la mi-juin une offre de crédit court terme composé d'une ligne de trésorerie utilisable par tirage d'un montant de 4 Mds€. La nouvelle offre sera étendue aux bailleurs sociaux à partir de la mi-septembre puis, progressivement, à l'ensemble des acteurs du secteur public local.

Sous réserve à nouveau de l'autorisation des autorités réglementaires, La Banque Postale, en partenariat avec la Caisse des dépôts, proposera, à partir du second semestre 2012, des offres de financement à moyen/long terme.

- La Banque Postale a lancé une gamme d'assurance santé en partenariat avec la Mutuelle Générale, disponible depuis le début de l'année par téléphone et dans les bureaux de poste.

3.3.3 Activités commerciales

Concernant les encours, les principales évolutions sont les suivantes :

En milliards d'euros <i>(Positions fin de période)</i>	2012.06 en Md€	2011.12 en Md€	Var 2012/2011	
			en Md€	en %
Dépôts à vue	49,7	47,0	2,7	+5,8%
Epargne intermédiée	39,6	39,8	-0,2	-0,6%
Epargne centralisée	69,6	68,6	0,9	+1,4%
Epargne commissionnée	134,2	134,6	-0,4	-0,3%
Encours gérés	293,1	290,1	3,0	+1,1%

Dans un marché déprimé et averse au risque, l'épargne se recentre sur les supports de bilan, en particulier l'épargne réglementée (+5 % sur les encours de livret A), pénalisant le marché des OPCVM et de l'assurance-vie sur la clientèle des particuliers. A noter que sur base d'un encours moyen journalier, les dépôts à vue sont en décollecte par rapport au 31 décembre 2011 pour un montant de 135 M€.

Les encours de crédit progressent mais à un rythme moindre que sur le premier semestre 2011 :

En milliards d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
	en Md€	en Md€	en Md€	en %
Encours de crédits	44,7	43,4	1,3	+3,0%

- Le ralentissement du marché immobilier se confirme avec une chute des mises en force de crédits à l'habitat de plus de 30% en glissant sur les quatre premiers mois de l'année. Dans ce marché en contraction, la Banque Postale consolide toutefois sa position, avec une offre attractive de crédits pour l'achat et l'équipement de la maison, et améliore sa part de marché (+ 0,2 point de parts de marché sur un an sur les encours à fin avril, soit 5,2% de parts de marché).
- Les encours commerciaux de crédit à la consommation progressent de 790 M€ sur un an dans un contexte de resserrement du marché, affichant néanmoins un bon démarrage de cette activité.

3.3.4 Performance opérationnelle

Le PNB s'élève à 2,7 milliards d'euros au premier semestre 2012, stable par rapport à la même période en 2011. Hors variation de la provision épargne logement (impact négatif par rapport au premier semestre 2011 de 63 M€) et amende Image Chèque Services (impact positif de 33 M€ sur le premier semestre 2012), il est en progression de 1%.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
	en M€	en M€	en M€	en %
Gestion d'actifs	60	68	-8	-11,8%
Assurances	52	42	+10	+23,9%
Banque de détail	2 555	2 561	-6	-0,2%
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 657	1 678	-21	-1,2%
<i>Commissions</i>	912	931	-19	-2,0%
<i>Autres produits et charges</i>	-14	-48	+34	-70,8%
Produit net bancaire	2 668	2 671	-4	-0,1%

- Le PNB de la gestion d'actifs est pénalisé dans un contexte financier défavorable (aversion pour le risque, incertitude sur la fiscalité), tandis que le PNB des activités d'assurance et de la banque de détail progresse :
- Le PNB du pôle assurance est soutenu par le dynamisme des produits de prévoyance et le succès du développement des produits d'assurance dommages.
- Hors variation de la provision épargne logement et du produit lié au remboursement de l'amende EIC, le PNB de la Banque de détail progresse de 0,9%, sous l'effet d'une progression des intérêts en partie compensée par une baisse des commissions sur OPCVM, titres, et mandats de gestion, qui subissent directement le contexte macroéconomique dégradé de ces derniers mois.

Les frais de gestion restent contenus (+0,2%) grâce aux efforts de maîtrise des coûts et à la réduction des facturations internes, en dépit du poids des activités nouvelles.

Hors provision épargne logement et amende Image Chèque Services, le Résultat Brut d'Exploitation des activités bancaires progresse de 21 M€ sur le premier semestre 2012, soit +5%.

Le coût du risque, qui avait subi au premier semestre 2011 les effets de la crise grecque (158 M€ de dépréciation) s'améliore significativement en 2012. Il s'élève à 82 M€ au premier semestre 2012, dont 30 M€ de coût du risque sur la Grèce.

Au global, le résultat d'exploitation progresse de 102 millions d'euros.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
	en M€	en M€	en M€	en %
Produit net bancaire	2 668	2 671	- 4	-0,1%
<i>Dont hors groupe</i>	2 654	2 655	- 1	-0,0%
Frais de gestion	-2 238	-2 234	- 5	+0,2%
Résultat brut d'exploitation	429	438	- 8	-1,9%
Coût du risque	-82	-193	+ 111	-57,5%
Résultat d'exploitation	348	245	+ 102	+41,8%
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	83,9%	83,6%	+ 0,3 pt	

La Banque Postale poursuit également le renforcement de sa structure financière pour s'adapter à la nouvelle réglementation bancaire. Grâce à la capacité bénéficiaire du Groupe, le ratio de liquidité s'établit à 50,8% au 30 juin 2012 et le ratio Core Tier 1 à 12,6%.

Ratios bancaires	2012.06	2011.12	Var 2012/2011
Core Tier One	12,6%	12,7%	-0,1 pt
Ratio de liquidité	50,8%	51,1%	-0,3 pt

3.4 Enseigne

Le secteur « Enseigne » agrège les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste (Enseigne Maison Mère), et depuis mai 2011 celles de la filiale La Poste Télécom.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
			en M€	en %
Produits opérationnels	2 088	2 236	-148	-6,6%
<i>Dont CA hors groupe</i>	43	37	+6	15,6%
Charges opérationnelles	-2 127	-2 207	+80	-3,6%
Résultat d'exploitation	-39	29	-68	n.s.

La modernisation du réseau de l'Enseigne est l'un des grands projets du Groupe et se traduit en premier lieu par la rénovation immobilière du réseau avec 51 bureaux de poste modernisés au cours du premier semestre 2012 (45 sur le premier semestre 2011) participant directement à l'amélioration du service au client.

Par ailleurs, 7 155 points de contact sont en partenariat à fin juin 2012 (agences postales communales, relais poste, etc.), soit une augmentation de leur nombre sur le semestre de 86 (versus 143 sur le premier semestre 2011). Au global le réseau compte 17 073 points de contact.

3.4.1 Enseigne Maison Mère

Les ventes des produits au guichet sont en recul par rapport à l'an dernier mais avec des disparités en fonction des métiers :

- Baisse tendancielle des ventes courrier confirmée compte tenu de la poursuite des effets de substitution ;
- Croissance des produits colis : effet volume et effet prix/mix positifs ;
- Stabilité des produits Chronopost.

L'activité bancaire réalisée dans le réseau est en retrait sur le premier semestre 2012, notamment sur les crédits immobiliers et crédits à la consommation compte tenu du contexte économique défavorable évoqué précédemment.

Pour réaliser ces prestations, l'Enseigne facture les métiers du Groupe, ces facturations sont en diminution en lien avec la baisse d'activité de ces derniers mois.

Compte tenu des réorganisations opérées sur l'exercice 2011 et du décalage sur le second semestre d'un certain nombre de projets, les charges d'exploitation sont en baisse à fin juin 2012 sans pour autant permettre de compenser la baisse de la facturation.

3.4.2 La Poste Télécom

Forte d'un réseau de proximité dense, La Poste a décidé en 2011 de se lancer dans l'activité de téléphonie comme opérateur de réseau mobile virtuel. La Poste Télécom a acquis en mars 2011 la société Debitel qui disposait d'un stock de clients. Le développement a été assuré par le lancement d'offres sous la marque La Poste Mobile en mai 2011.

Suite à l'arrivée d'un nouveau concurrent sur le marché en janvier 2012, le nombre de clients a diminué sur les deux premiers mois de l'année. Toutefois le solde net de clients est de nouveau en progression régulière depuis le début du deuxième trimestre 2012. La Poste Mobile disposera par ailleurs d'ici fin juillet d'un réseau de distribution élargi à 10 000 bureaux de postes ainsi que d'une offre complète sur internet.

Le chiffre d'affaires de La Poste Mobile s'élève à 68 M€ (à 100 %, le Groupe La Poste consolidant cette entité proportionnellement à hauteur de sa quote-part dans le capital soit 51 %) sur le premier semestre 2012 et le nombre de clients s'établit à 554 000 à fin juin 2012. Le résultat d'exploitation de cette nouvelle activité s'améliore mais reste encore légèrement négatif sur le premier semestre 2012.

3.5 Immobilier

Le secteur « Immobilier » comprend les activités de gestion du parc immobilier réalisées par Poste Immo et l'activité de la Direction Opérationnelle de l'Immobilier de La Poste.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
			en M€	en %
Produits opérationnels	398	390	+ 8	+2,1%
<i>Dont CA hors groupe</i>	4	6	- 2	-37,5%
Charges opérationnelles	-326	-362	+ 36	-9,9%
Résultat d'exploitation	72	28	+ 44	n.s.

Le chiffre d'affaires du secteur Immobilier s'élève à 398 millions d'euros à juin 2012, en progression de 8 millions d'euros, soit +2% par rapport à juin 2011 :

- Les loyers et honoraires de gestion augmentent de 1 million d'euros (soit +0,3%), en raison de l'impact de l'indexation (+3,05% en 2012 contre +0,33% en 2011), compensés par la diminution des surfaces mises à bail aux métiers.
- Les compléments de loyers augmentent de 9 millions d'euros (+23%). Il s'agit principalement de la facturation à l'Enseigne des aménagements réalisés pour améliorer l'accueil des clients, en particulier dans le cadre du projet de modernisation des bureaux de poste.
- Les autres produits (refacturation des charges locatives et autres produits incluant les indemnités de résiliation), baissent d'environ 2 millions d'euros.

Les charges d'exploitation sont en retrait de 36 millions d'euros (-10 %) principalement du fait de résultats de cessions qui progressent de 42 M€, grâce aux plus-values réalisées sur les ventes des sites d'Issy Les Moulineaux et de Créteil. Les charges immobilières sont pour leur part en augmentation de 8 M€, soit +3 %, alors que les coûts de gestion sont en légère diminution.

Sur ces bases, le résultat d'exploitation du secteur immobilier s'établit à 72 millions d'euros, en progression de 44 millions d'euros par rapport à juin 2011.

3.6 Autres secteurs

3.6.1 Services partagés

Le secteur « Services partagés » correspond aux directions Supports (Informatique, Gestion de parc de véhicules, Approvisionnement, Ressources humaines) qui refacturent leurs prestations aux autres secteurs d'activité et aux coûts du Siège du Groupe.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution 12/11	
			en M€	en %
Produits opérationnels	355	418	-63	-15,1%
Charges opérationnelles	-454	-489	+35	-7,1%
Résultat d'exploitation	-99	-71	-28	39,4%

Les produits opérationnels s'établissent à 355 M€ dont :

- 335 M€ pour les services supports, correspondant pour l'essentiel à des produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres secteurs d'activité. Les prix unitaires sont fixés préalablement par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés.
- 20 M€ de frais de siège supportés par les filiales.

Les facturations et les charges d'exploitation sont en diminution de respectivement 63 M€ et 35 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2011 incluant principalement un effet périmètre lié à l'affectation aux Métiers des systèmes d'information RH à compter du 2^{ème} semestre 2011. Hors ces éléments 'non récurrents', les charges d'exploitation sont globalement stables.

3.6.2 Charges non affectées

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution 12/11	
			en M€	en %
Produits opérationnels				
Charges opérationnelles	-330	-424	+94	-22,1%
Résultat d'exploitation	-330	-424	+94	-22,1%

Le secteur « Non affecté » correspond aux coûts nets de la présence territoriale et à des charges transitoires :

- Le coût de la présence postale (CRAT accessibilité et CRAT résiduelle) baisse de 9 millions d'euros (à 380 millions d'euros) en lien avec l'augmentation des partenariats. Pour sa part, l'abattement sur la fiscalité locale reste stable.
- Les autres charges sont constituées principalement des coûts des dispositifs de fin de carrière de l'Enseigne, supportés par le secteur 'non affecté' compte tenu de leur nature transverse. Ces derniers marquent une diminution importante sur le premier semestre 2012 compte tenu d'un nombre de départs sensiblement plus faible qu'au premier semestre 2011.

4. Autres agrégats clés du Compte de Résultat

4.1. Résultat financier

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Var 2012/2011	
			en M€	en %
Charges nettes d'intérêts	-76	-92	+16	-17,6%
Variation de "juste valeur"	-19	1	-20	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-95	-92	-4	+4,1%
Autres éléments du Résultat financier	-27	-28	+1	-2,6%
Résultat financier	-122	-119	-3	+2,5%

Le résultat financier se dégrade légèrement de 3 M€ au 30 juin 2012 par rapport au premier semestre 2011 sous l'effet de deux évolutions contraires :

- Les charges nettes d'intérêts sont en baisse de 16 M€ en raison de la baisse des taux, du versement de l'augmentation de capital en avril et du remboursement en avril 2011 d'un emprunt de 511 M€.
- La « variation de juste valeur » s'élève à -19 M€. Elle résulte, à hauteur de -13 M€, de la mise au marché négative des swaps adossés à la dette du Groupe compte tenu de la baisse des taux (swaps payeurs fixe et receveurs variable que le Groupe a souscrit dans le but de refixer une partie du coût de sa dette). Le spread de crédit de La Poste reste stable, mais l'effet temps génère une charge de -6 M€.
- Les autres éléments du résultat financier comprennent principalement la charge d'actualisation de la dette sociale, qui est restée stable à -31 M€.

4.2 Résultat net part du Groupe

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution 12/11	
			en M€	en %
Produits opérationnels	10 887	10 789	+ 98	+0,9%
Charges opérationnelles	-10 254	-10 285	+ 31	-0,3%
Résultat d'exploitation	632	504	+ 128	+25,5%
Résultat financier	-122	-119	- 3	+2,5%
Impôt sur le résultat	-179	-123	- 56	+45,5%
Quote-part des sociétés mises en équivalence	106	105	+ 1	+0,5%
Résultat net de l'ensemble consolidé	437	367	+ 70	+19,1%
Intérêts minoritaires	0	-10	+ 10	n.s.
Résultat net part du Groupe	437	377	+ 60	+15,8%

La **charge d'impôt** du Groupe, en augmentation de 56 millions d'euros par rapport à juin 2011, atteint 179 millions d'euros. Le taux d'impôt s'établit à 35,1 %.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence** passe de 105 millions d'euros au 30 juin 2011 à 106 millions d'euros au 30 juin 2012. La contribution de la CNP Assurances, que le Groupe détient à hauteur de 19,72 %, est stable à 100 M€ ; le résultat des autres sociétés passe de 4 millions d'euros à 5 millions fin juin 2012.

Après déduction des intérêts minoritaires, le résultat net part du Groupe passe de 377 millions d'euros fin juin 2011 à **437 M€ à fin juin 2012**.

Retraité des effets de périmètre et de change, le résultat net est en progression de +15 % (+58 M€) par rapport à juin 2011.

5. Endettement et solidité financière

5.1 Flux de trésorerie disponible

Le tableau de flux de trésorerie présenté ci-dessous¹ est aménagé pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

- Le **flux de trésorerie des activités opérationnelles** s'améliore de +29 millions d'euros :

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution 2012/2011	
			en M€	en %
EBE Hors Banque	604	719	-115	-16,0%
Dividendes LBP et des stés mises en équivalence	187	295	-108	-36,6%
Variation du BFR et autres	-168	-366	+198	-54,2%
Impôts décaissés	8	-48	+56	-117,4%
Divers (*)	-12	-8	-3	+37,9%
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	620	592	+29	4,9%

(*) Réintégration des créances irrécouvrables, produits et charges financiers divers

¹ Tableau de flux de trésorerie qui explicite la variation de la 'Dettes Nette' du Groupe. Le tableau de flux de trésorerie conforme à la norme IAS 7 est pour sa part présenté dans les annexes aux comptes consolidés du Groupe.

L'Excédent Brut d'Exploitation hors Banque se dégrade de -115 M€ à fin juin 2012, en raison principalement de la baisse de l'EBE du Courrier, impacté par la baisse des trafics au cours du premier semestre 2012.

Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence baissent de 108 M€ sur le premier semestre 2012, suite à la baisse du résultat 2011 de La Banque Postale, impacté par la crise financière de l'été 2011 et par les provisions comptabilisées au titre de la dette grecque.

La variation de BFR des activités hors banque à fin juin s'établit à -168 M€ par rapport au 31/12/2011. L'encaisse en bureaux de Poste a diminué de 80 M€, en valeur fin de mois, tandis que le BFR des activités hors banque génère un besoin de trésorerie de -248 M€, lié à la saisonnalité de l'activité du Groupe.

- **Le flux de trésorerie des activités d'investissements hors Banque** baisse de **158 M€ (-34%)**

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution	
			en M€	en %
Achat d'actifs incorporels et corporels	-387	-462	+75	-16,3%
Achat d'actifs financiers	-11	-11	-0	+2,0%
Cessions d'actifs	125	58	+67	+115,8%
Acquisitions et cessions de filiales	-39	-55	+16	-28,9%
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-312	-470	+158	-33,6%

Les investissements bruts des activités hors banque diminuent sensiblement (-75 M€) compte tenu notamment du projet de modernisation du processus industriel du Courrier qui touche à sa fin. Les investissements portent désormais principalement sur la poursuite de la rénovation du réseau de bureaux de poste, la maintenance du parc immobilier et de l'outil industriel, le renforcement du réseau européen et international de l'activité Express, les véhicules et les systèmes d'information.

Les **achats d'actifs financiers** (dépôts de garantie et titres de participation) sont présentés ici hors 'Placements de trésorerie à plus de 3 mois' (acquisitions de respectivement 413 M€ et 35 M€ sur les premiers semestres 2012 et 2011, voir ci-dessous partie 5.2.). S'inscrivant dans le cadre de la gestion de trésorerie courante du Groupe, les placements de trésorerie à plus de 3 mois sont en effet considérés comme en déduction de la Dette Nette du Groupe (voir partie 5.3).

Les **cessions d'actifs** à 125 M€ sont supérieures à celles de 2011 en raison principalement de la vente d'un terrain à Issy-les Moulineaux et de la cession de la plateforme de Créteil. Le Groupe reste actionnaire minoritaire des entités juridiques détenant ces actifs.

Acquisitions et cessions de filiales : Les acquisitions et cessions s'élèvent pour Sofipost à 29,8 M€ et pour GeoPost à 9,3 M€ (se reporter à la partie 1.3 ci-dessus).

Sur ces bases, les flux nets de décaissements au titre des investissements s'élèvent à 312 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en baisse de 34% par rapport au premier semestre 2011.

- **Flux nets de trésorerie disponibles et variation de l'endettement net**

Compte tenu de ce qui précède, le Groupe a généré **85 M€ de cash-flow disponible à fin juin**, après avoir versé 145 M€ de dividendes aux actionnaires (dont 1 M€ de dividendes à des actionnaires minoritaires).

Après le versement de la 2e tranche de l'augmentation de capital intervenue en avril à hauteur de 1 050 M€, **la dette nette du Groupe se réduit de 1 103 M€**.

En millions d'euros	2012.06	2011.06	Evolution	
			en M€	en %
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	620	592	+29	+4,9%
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-312	-470	+158	-33,6%
Flux de trésorerie disponibles	308	121	+187	n.s.
Dividendes versés	-145	-137	-9	+6,2%
Intérêts financiers (<i>charge nette d'intérêts</i>) (*)	-78	-93	+15	-16,2%
Flux net de trésorerie disponibles	85	-108	+194	n.s.
Augmentation de capital Groupe	1 050	1 067		
Augmentation de capital par les minoritaires	0	24		
Eléments sans impact sur la trésorerie	-32	-9	-23	n.s.
Diminution de la dette nette hors Banque	1 103	974		

(*) *charge nette d'intérêts hors variation des ICNE sur instruments financiers*

- Le Groupe suit également les '**Flux de Trésorerie des opérations**'. Cet indicateur permet d'identifier la trésorerie disponible, dégagée par ses activités opérationnelles, y compris les dividendes reçus de La Banque Postale, après déduction des charges financières et des impôts versés, mais avant augmentation de capital, variation de BFR, investissements industriels et financiers et remboursement de la dette.

EBE Hors Banque	604	719	-115	-16,0%
+ Dividendes reçus	187	295	-108	-36,6%
- Impôts versés	8	-48	+56	-117,4%
- Charges financières versées	-31	-55	+24	-44,3%
+ Divers ⁽¹⁾	-12	-8	-3	+37,9%
Flux de trésorerie des opérations	757	903	-145	-16,1%

(1) *créances irrécouvrables, produits et charges financières divers*

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste est passée de 1 146 millions d'euros à l'ouverture de l'exercice 2012 à 1 370 millions d'euros à fin juin 2012, une part importante de l'augmentation de capital de 1 050 M€ intervenue en avril 2012 ayant été placée sur des maturités supérieures à 3 mois et en partie utilisée au remboursement de billets de trésorerie émis par La Poste (275 M€ de Billets de Trésorerie au 30/06/2012 contre 666 M€ à fin 2011).

Les placements de trésorerie à plus de 3 mois ne sont pas pris en compte dans le calcul du solde de Trésorerie du Groupe, compte tenu de leur maturité. Ils restent néanmoins inclus dans le calcul de la Dette nette Groupe car directement liés à la gestion de la trésorerie (acquisition de respectivement 413 M€ sur le premier semestre 2012 et 35 M€ sur le premier semestre 2011).

En millions d'euros	2012.06	2011.12	Evolution	
			en M€	en %
Flux net de trésorerie disponible	85	-801	+886	n.s.
Augmentation de capital	1 050	1 074	-24	-2,2%
Variation des emprunts	-406	-29	-377	n.s.
Placements de trésorerie à plus de 3 mois	-413	-295	-118	39,9%
Autres flux liés aux opérations de financement	80	112	-32	-28,2%
Flux intragroupe avec LBP et autres éléments	-220	-426	+206	-48,4%
Variation des ICNE sur intruments financiers	47	-18	+65	n.s.
Variation de trésorerie	225	-383	+608	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	1 146	1 529	-383	-25,1%
Trésorerie à la clôture	1 370	1 146	+224	19,6%

5.3 Endettement financier

- Le détail de l'**endettement brut** du Groupe à fin décembre 2011 et à fin juin 2012 est donné ci-dessous :

En millions d'euros	2012.06			2011.12		
	Court terme	Long terme	Total	Court terme	Long terme	Total
<i>Obligations</i>	-	5 886	5 886	-	5 822	5 822
<i>Bons La Poste</i>	68	-	68	70	-	70
<i>Billets de trésorerie</i>	275	-	275	666	-	666
<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>	446	25	472	377	24	400
<i>Intérêts courus</i>	170	-	170	135	-	135
<i>Autres</i>	149	87	235	101	95	196
Endettement brut	1 108	5 998	7 106	1 349	5 941	7 290

La dette du Groupe reste principalement composée d'émissions obligataires. La baisse de l'encours des billets de trésorerie émis de 391M€ au cours du premier semestre 2012 (275 M€ à fin juin 2012), fait suite à la deuxième tranche de l'augmentation de capital.

- L'**endettement net** du Groupe s'élève à 3 441 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 1 103 M€ par rapport au 31 décembre 2011 suite à l'augmentation de capital de 1 050 M€. Les 'Autres éléments d'actif' comprennent les instruments dérivés liés à la dette nette, les placements de trésorerie à plus de 3 mois ainsi que la créance de La Poste SA sur La Banque Postale.

En millions d'euros	2012.06	2011.12	Evolution 2012/2011	
			en M€	en %
Dettes financières	7 106	7 290	-184	-2,5%
Trésorerie	-1 370	-1 146	-224	19,6%
Autres éléments d'actif	-2 294	-1 600	-694	43,4%
Endettement net fin de période	3 441	4 544	-1 103	-24,3%

5.4 Capitaux propres et Structure Financière

En millions d'euros	2012.06	2011.12
Capitaux propres consolidés part du groupe (ouverture)	6 783	4 465
Augmentation de capital		2 100
Résultat net part du groupe	437	478
Distribution de dividendes aux actionnaires de La Poste	-144	-136
Résultats latents sur instruments financiers	184	-184
Ecart de conversion	0	-24
Variation de valeur des options sur rachat d'intérêts minoritaires	-52	
Autres éléments	-14	84
Capitaux propres consolidés part du groupe (clôture)	7 194	6 783
Intérêts des minoritaires	32	3
Capitaux propres consolidés (clôture)	7 226	6 786

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 7 194 M€ au 30 juin 2012. Ils progressent de 411 millions d'euros entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012 après la distribution à l'État et à la Caisse des Dépôts d'un dividende de 144 millions d'euros.

Les résultats latents sur instruments financiers (notamment sur les actifs disponibles à la vente de La Banque Postale ainsi que la quote-part de ces mêmes actifs à la CNP) sont significatifs et s'élèvent à +184 millions d'euros.

Sur ces bases, la **structure financière** du Groupe s'améliore avec un rapport dette nette/capitaux propres, corrigés des résultats latents sur instruments financiers et du capital souscrit non appelé, passant de 0,67 à 0,48 fin juin 2012.

En période de très fortes tensions sur les marchés, cet assainissement du bilan de La Poste constitue un facteur de solidité.

5.5 Notation financière

La notation financière de La Poste est restée stable, de même que celle de La Banque Postale, sur le 1er semestre 2012. La dégradation de la note de l'État français intervenue le 7 janvier 2012 n'a pas entraîné de modification de la notation de La Poste. Le 27 juillet 2012, Standard and Poor's a fait passer la perspective de stable à positive.

Société	Agences	Notation	Notation	Perspective
		Long terme	Court terme	
La Poste	Fitch Ratings	AA	F1+	Négative
	Standard and Poor's	A	A1	Positive
La Banque Postale	Fitch Ratings	AA-	F1+	Négative
	Standard and Poor's	A+	A1	Stable

6. Perspectives

Après un premier semestre satisfaisant, la performance du Groupe sur le second semestre restera sensible à l'évolution des volumes du Courrier ainsi qu'aux conditions de marché, notamment pour La Banque Postale. Compte tenu des effets de saisonnalité, notamment au Courrier, le second semestre est par ailleurs de façon organique, moins fort que les 6 premiers mois de l'année.

7. Événements Post-clôture

La Poste et Swiss Post ont créé le 6 juillet 2012 Asendia, une coentreprise réunissant les activités des deux opérateurs dans le courrier international (cf. 1.3).

Etats Financiers consolidés résumés

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	42
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	43
BILAN CONSOLIDE	44
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	46
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS	47

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1	ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE	48
NOTE 2	BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	49
NOTE 3	INFORMATION SECTORIELLE	51

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4	CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITES COMMERCIALES	54
NOTE 5	PRODUIT NET BANCAIRE	56
NOTE 6	ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES	57
NOTE 7	CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	57
NOTE 8	AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS	58
NOTE 9	RESULTAT FINANCIER	59
NOTE 10	IMPOT SUR LE RESULTAT	59

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11	ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)	60
NOTE 12	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	61
NOTE 13	PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	61
NOTE 14	AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	62
NOTE 15	ACTIFS FINANCIERS DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE	63
NOTE 16	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	64
NOTE 17	EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES	65
NOTE 18	DETTE NETTE HORS BANQUE	67
NOTE 19	AVANTAGES DU PERSONNEL	68
NOTE 20	PASSIFS FINANCIERS DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE	69
NOTE 21	DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	69

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22	INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE	70
NOTE 23	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	72
NOTE 24	ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS	72
NOTE 25	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE	72

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)

	NOTE	S1 2012 6 mois	S1 2011 6 mois	2011 12 mois
Chiffre d'affaires Courrier		5 512	5 607	10 897
Chiffre d'affaires Express		1 937	1 769	3 660
Chiffre d'affaires Colis		737	717	1 495
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste		43	37	80
Chiffre d'affaires Immobilier		4	6	8
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	8 233	8 135	16 140
Produits d'exploitation bancaire		4 727	4 368	8 505
Charges d'exploitation bancaire		(2 073)	(1 713)	(3 304)
Produit net bancaire	5	2 654	2 655	5 201
Produits opérationnels		10 887	10 789	21 341
Achats et autres charges ⁽¹⁾	6	(3 347)	(3 207)	(6 747)
Charges de personnel	7	(6 305)	(6 381)	(12 509)
Impôts et taxes ⁽¹⁾	8	(117)	(107)	(219)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(591)	(664)	(1 356)
Autres charges et produits opérationnels	8	60	69	139
Résultat des cessions d'actifs		46	4	20
Charges opérationnelles nettes		(10 254)	(10 285)	(20 671)
Résultat d'exploitation		632	504	670
Coût de l'endettement financier net	9	(95)	(92)	(173)
Autres éléments du résultat financier		(27)	(27)	(57)
Résultat financier		(122)	(119)	(230)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		510	385	440
Impôt sur le résultat	10	(179)	(123)	(143)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		106	105	169
Résultat net de l'ensemble consolidé		437	367	467
Part du groupe		437	377	478
Part des minoritaires		(0)	(10)	(11)

(1) Un reclassement de charges du poste « Impôts et taxes » vers le poste « Achats et charges externes » a été réalisé pour 67 millions d'euros au 30 Juin 2011.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	437	367	467
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	120	(2)	(117)
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>13</i>
Écart de conversion	11	(13)	(9)
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	
Quote part des autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	53	(34)	(82)
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	<i>62</i>	<i>(24)</i>	<i>(66)</i>
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>(1)</i>
<i>- réserves de conversion</i>	<i>(11)</i>	<i>(10)</i>	<i>(15)</i>
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	184	(49)	(208)
Résultat global	621	318	259
Résultat global part du groupe	621	328	270
Résultat global part des minoritaires	(0)	(10)	(11)

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF		30/06/2012	31/12/2011
(en millions d'euros)	NOTE		
Écarts d'acquisition	11	1 420	1 417
Immobilisations incorporelles	12	815	787
Immobilisations corporelles	12	6 008	6 096
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	2 188	2 048
Autres actifs financiers non courants	14	1 144	930
Impôts différés actifs		165	205
ACTIF NON COURANT		11 739	11 482
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	15	47 993	45 028
Créances sur les établissements de crédit	15	82 256	74 882
Portefeuille de titres	15	57 152	56 037
Autres actifs financiers courants	15	1 122	1 560
Comptes de régularisation	15	2 793	2 040
Caisse, banque centrale	15	484	2 644
Autres actifs courants			
Stocks et en-cours	14	150	151
Créances clients et autres créances	14	2 495	2 429
Autres actifs financiers courants	14	804	497
Encaisse des bureaux de Poste	14	551	631
Créance d'impôt sur les bénéficiaires		155	232
Autres comptes de régularisation - Actif		118	109
Capital souscrit non appelé	1.4	0	1 050
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1 370	1 146
Actifs destinés à être cédés		171	155
ACTIF COURANT		197 614	188 590
TOTAL ACTIF		209 354	200 072

PASSIF		30/06/2012	31/12/2011
(en millions d'euros)	NOTE		
Capital social	1.1	3 400	3 400
Prime d'émission	1.1	700	700
Réserves		2 361	2 093
Résultat latent sur instruments financiers		325	142
Réserve de conversion		(29)	(29)
Résultat de l'exercice part du groupe		437	478
Capitaux propres part du groupe		7 194	6 783
Intérêts minoritaires		32	3
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		7 226	6 786
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	5 998	5 941
Avantages du personnel - dette non courante	19	1 732	1 716
Provisions pour risques et charges non courantes	16	93	94
Impôts différés passifs		119	103
Autres dettes non courantes		0	0
PASSIF NON COURANT		7 942	7 855
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions pour risques et charges spécifiques aux activités bancaires et d'assurance	16	829	724
Provisions pour risques et charges courantes	16	388	371
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 108	1 349
Passifs courants bancaires			
Dettes financières	20	20 580	17 463
Dettes envers la clientèle	20	162 004	156 236
Autres passifs financiers	20	1 347	1 165
Comptes de régularisation	20	3 205	3 266
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	3 816	4 106
État - Impôt sur les bénéfices		113	16
Avantages du personnel - dette courante	19	569	600
Autres comptes de régularisation - Passif		201	113
Passifs destinés à être cédés		27	22
PASSIF COURANT		194 186	185 431
TOTAL PASSIF		209 354	200 072

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2010	1 000	-	550	(5)	237	89	2 594	4 465	18	4 483
Augmentation de capital de La Poste								-		-
- incorporation de réserves	1 000						(1 000)	-		-
- émission de 350 000 000 actions nouvelles	1 400	700						2 100		2 100
Distribution de dividendes			(136)					(136)	(5)	(141)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(5)	(5)		(5)
Affectation du résultat 2010			(414)				414	-		-
Résultat global de la période			377	(23)	(24)	(2)		328	(10)	318
<i>Dont - Résultat net</i>			377					377	(10)	367
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(23)	(24)	(2)		(49)		(49)
Autres ⁽¹⁾							(6)	(6)	21	16
Capitaux propres consolidés au 30/06/2011	3 400	700	377	(28)	213	87	1 998	6 746	25	6 772
Capitaux propres consolidés au 31/12/2010	1 000	-	550	(5)	237	89	2 594	4 465	18	4 483
Augmentation de capital de La Poste								-		-
- incorporation de réserves	1 000						(1 000)	-		-
- émission de 350 000 000 actions nouvelles	1 400	700						2 100		2 100
Distribution de dividendes			(136)					(136)	(5)	(141)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							99	99		99
Affectation du résultat 2010			(414)				414	-		-
Résultat global de la période			478	(24)	(66)	(118)		270	(11)	258
<i>Dont - Résultat net</i>			478					478	(11)	467
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(24)	(66)	(118)		(208)		(208)
Autres ⁽¹⁾							(14)	(14)	()	(14)
Capitaux propres consolidés au 31/12/2011	3 400	700	478	(29)	171	(29)	2 093	6 783	3	6 786
Distribution de dividendes			(144)					(144)	(5)	(149)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(52)	(52)		(52)
Affectation du résultat 2011			(334)				334	-		-
Résultat global de la période			437		62	122		621	()	621
<i>Dont - Résultat net</i>			437					437	()	437
<i>- Autres éléments du résultat global</i>					62	122		184		184
Autres ⁽²⁾							(14)	(14)	34	20
Capitaux propres consolidés au 30/06/2012	3 400	700	437	(29)	233	93	2 361	7 194	32	7 226

(1) Dont -50 M€ au titre d'une correction d'erreur dans la comptabilisation des cotisations au Fonds de garantie des dépôts (voir note 1.4), +31 M€ part du groupe provenant des augmentations de capital souscrites par les partenaires minoritaires chez La Poste Telecom et La Banque Postale Assurance Santé, et +8 M€ provenant de l'augmentation du pourcentage d'intérêt dans Seur GeoPost.

(2) Dont 36 millions d'euros de variation des intérêts minoritaires liés au changement de méthode de consolidation de Seur SA (voir note 1.1)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	S1 2012			S1 2011			2011		
	Groupe	Hors banque	La Banque Postale	Groupe	Hors banque	La Banque Postale	Groupe	Hors banque	La Banque Postale
Excédent Brut d'exploitation	1 218	604	613	1 236	719	517	2 103	1 203	899
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(93)	(15)	(78)	(203)	(10)	(193)	(209)	(23)	(186)
Produits et charges financières divers	4	4		3	3	(0)	5	5	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 128	593	535	1 036	712	324	1 898	1 185	713
Variation du besoin en fonds de roulement	(243)	(248)	5	(374)	(371)	(2)	(107)	(164)	57
Variation de l'encaisse des bureaux de poste	80	80		6	6		26	26	
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	(507)		(507)	(354)		(354)	(1 454)		(1 454)
Impôts payés	34	8	25	(148)	(48)	(100)	(235)	(65)	(170)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		186	(186)		293	(293)		293	(293)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1	1	0	92	2	90	96	6	90
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	494	620	(126)	257	592	(335)	224	1 281	(1 057)
Achat d'actifs incorporels et corporels	(467)	(387)	(80)	(558)	(462)	(96)	(1 202)	(968)	(234)
Achat d'actifs financiers	(16)	(11)	(5)	(20)	(11)	(9)	(43)	(36)	(8)
Augmentation de capital de La Banque Postale								(860)	860
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	117	117	0	56	52	3	179	177	3
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	9	8	0	6	5	0	10	10	0
Incidences des variations de périmètre	(40)	(39)	(1)	(55)	(55)	(1)	(91)	(84)	(7)
Variations des actifs financiers de gestion de trésorerie	(413)	(413)		(35)	(35)		(295)	(295)	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(810)	(725)	(85)	(607)	(505)	(102)	(1 442)	(2 057)	615
Augmentation de capital ⁽²⁾	1 051	1 050	1	1 111	1 091	20	1 098	1 074	24
Dividendes versés	(148)	(145)	(3)	(130)	(137)	7	(141)	(138)	(3)
Intérêts financiers versés	(31)	(31)	0	(55)	(55)	0	(199)	(200)	0
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	0	0		0	0		518	518	
Remboursements des emprunts	(406)	(406)		(530)	(530)		(547)	(547)	
Autres flux liés aux opérations de financement	80	80		(14)	(14)		112	112	
Flux intragroupe	(0)	(214)	214		(411)	411		(420)	420
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	547	335	211	382	(55)	437	840	399	442
Incidence des filiales destinées à être cédées	(8)	(8)		(0)	(0)		(6)	(6)	
Incidence des variations des cours des devises	2	2		(1)	(1)		(0)	(0)	
Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	225	225	(0)	31	31	0	(383)	(383)	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	1 146	1 146		1 529	1 529		1 529	1 529	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	1 370	1 370		1 559	1 559		1 146	1 146	

(1) Hors encaisse des bureaux de poste

(2) Dont, au titre de l'augmentation de capital de La Poste décidé en avril 2011, 1 050 millions d'euros reçus au 1^{er} semestre 2012 et 1050 millions reçus au 1^{er} semestre 2011 (voir note 1.4)

G É N É R A L I T É S

NOTE 1 Événements significatifs du semestre

- 1.1 Évolutions du périmètre de consolidation
- 1.2 Crise de la dette souveraine grecque
- 1.3 Financement des collectivités locales
- 1.4 Libération de 1,05 milliards d'euros de capital de La Poste

1.1 Évolutions du périmètre de consolidation

Acquisition d'Adverline

Acquisition le 26 juin 2012 de 55,19% d'Adverline SA, société de régie publicitaire sur le web. Cette société étant cotée sur le marché Alternext de Nyse-Euronext, une offre publique d'achat sera déposée au deuxième semestre 2012 sur le reliquat du capital en circulation, conformément au règlement de l'AMF.

Pour des raisons pratiques de délai, cette société sera consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} juillet 2012. Les titres acquis figurent en « titres de participation non consolidés » au 30 juin 2012, pour un montant de 28 millions d'euros.

Prise de contrôle de Seur SA

Acquisition de participations complémentaires dans cette société, entraînant la prise de contrôle exclusif de celle-ci par le Groupe avec 46,17% des actions avec effet au 1^{er} janvier 2012, en application du pacte existant entre les actionnaires.

Cette société était auparavant contrôlée conjointement, et intégrée proportionnellement. La réévaluation de la participation antérieurement détenue a donné lieu à la comptabilisation d'une plus-value en résultat de 7 M€. Cette revalorisation de la valeur de la participation a été immédiatement dépréciée dans sa totalité, pour ramener la valeur comptable de l'UGT Seur à sa valeur recouvrable. L'impact net en résultat d'exploitation est nul.

Prise de contrôle d'IBC Inc.

Prise de contrôle exclusif d'IBC Inc. par le Groupe en application du pacte d'actionnaires signé le 30 mai 2012. Cette société était auparavant contrôlée conjointement, et intégrée proportionnellement. La réévaluation de la participation antérieurement détenue a donné lieu à la comptabilisation d'une plus-value en résultat de 6 M€.

1.2 Crise de la dette souveraine grecque

La Banque Postale a porté à l'échange les titres de dette souveraine grecque qu'elle détenait le 8 mars 2012. L'impact de la décote constatée lors de l'échange, ainsi que de la dégradation de la valeur des nouveaux titres entre le 8 mars et le 30 juin 2012, est une charge de 30 M€ sur le semestre, enregistrée en coût du risque.

1.3 Financement des collectivités locales

Le 10 février 2012, le Conseil de Surveillance de La Banque Postale et le Conseil d'Administration du Groupe La Poste ont approuvé le modèle de financement des collectivités locales établi dans le cadre des négociations entre La Banque Postale, la Caisse des Dépôts et Consignations, Dexia SA, Dexia Crédit Local et l'Etat Français.

La Banque Postale a reçu, le 25 mai 2012, l'accord du Collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel pour lancer une nouvelle activité de financement des collectivités locales.

Pour répondre aux premiers besoins des collectivités locales, La Banque Postale a commercialisé, à compter du 20 juin, une nouvelle offre de crédit court terme composée d'une ligne de trésorerie utilisable par tirage (d'une durée de 364 jours maximum).

La Banque Postale propose un modèle de financement des collectivités locales fondé sur une gamme de crédits simples, adossés en liquidité. Pour le démarrage de cette nouvelle activité, La Banque Postale commercialise l'offre crédit court terme essentiellement à distance. Cette première offre, entièrement portée par La Banque Postale, s'étendra ensuite progressivement aux bailleurs sociaux (mi-septembre 2012) et à l'ensemble des acteurs du secteur public local.

En parallèle, des travaux se poursuivent pour proposer une offre de crédit moyen terme (durée probable entre 10 à 15 ans) avant le fin de l'année.

1.4 Libération de 1,05 milliard d'euros de capital de La Poste

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 avril 2011 relatives à l'augmentation de capital de La Poste (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011), la seconde tranche de l'augmentation de capital de 1,05 milliard d'euros a été libérée en avril 2012, et a donné lieu à un versement du même montant. La première tranche de 1,05 milliard d'euros avait été libérée en avril 2011.

NOTE 2 Base de préparation des états financiers consolidés

2.1 Référentiel comptable

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 44 boulevard de Vaugirard à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La poste au 30 juin 2012 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 30 août 2012).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2011.

A l'exception des éléments décrits au paragraphe A. ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2012 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2011. Ces principes sont exposés en note 3 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2011.

A. Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2012

Amendement à IFRS 7 – informations à fournir sur les autres actifs financiers transférés

Ce texte prescrit des informations complémentaires à fournir dans les comptes annuels sur les transferts d'actifs financiers. A ce titre, il n'a pas eu d'effet sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012.

B. Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2012 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2012.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

NOTE 3 Information sectorielle

- 3.1 Définition des secteurs opérationnels
- 3.2 Information par secteurs opérationnels

3.1 Définition des secteurs opérationnels

La définition des secteurs opérationnels retenus en matière d'information sectorielle est basée sur l'organisation en matière de pilotage existante au sein du groupe La Poste. Un secteur d'activité est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction du Groupe, en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

L'évolution de l'information financière régulièrement examinée par la Direction du Groupe à compter de 2011 conduit à présenter dorénavant dans l'information sectorielle un secteur opérationnel « Services Partagés » comprenant principalement les directions du Siège et les services support, qui étaient auparavant présentés en « non affecté ».

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants :

- nature des produits distribués ;
- type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés ;
- processus de production et réseau de distribution ;
- environnement réglementaire.

L'activité du groupe La Poste comprend sept secteurs opérationnels : Courrier, Colis, Express, Activité bancaire, Immobilier, l'Enseigne La Poste et les Services Partagés. Pour la présentation de son information sectorielle, le Groupe a choisi de regrouper les secteurs opérationnels « Colis » et « Express », dans la mesure où ceux-ci présentent des caractéristiques économiques similaires.

Courrier

Le secteur opérationnel Courrier comprend l'ensemble de l'activité Courrier de La Poste (collecte, tri et distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les sociétés du sous-groupe Sofipost.

Colis - Express

L'activité Colis correspond à l'ensemble de l'activité réalisée par La Poste sous la marque ColiPoste.

L'activité Express est représentée par les marques du sous-groupe GeoPost, en particulier DPD, Chronopost, Exapaq et Seur.

Activité Bancaire

Le secteur opérationnel de l'Activité Bancaire comprend l'activité Banque et Assurance du sous-groupe La Banque Postale.

Enseigne La Poste

Le secteur Enseigne La Poste comprend les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du groupe La Poste, et d'autres produits externes.

Immobilier

Ce secteur assure la gestion du parc immobilier regroupé dans le sous-groupe Poste Immo et comprend également l'activité de la direction immobilière de La Poste.

Services Partagés

Ce secteur comprend les activités « Corporate » des directions du siège et les services support du Groupe.

3.2 Information par secteurs opérationnels

Les principes comptables appliqués pour établir l'information sectorielle sont les mêmes que ceux utilisés pour les comptes consolidés.

Les résultats, actifs et passifs alloués aux secteurs d'activité correspondent aux résultats, actifs et passifs qui sont affectables aux secteurs d'activité de façon directe et indirecte.

Les montants non affectés aux secteurs d'activité correspondent principalement :

- au coût net de l'aménagement du territoire
- depuis 2011 et la fin totale du monopole postal, au coût de la contrainte d'accessibilité pesant sur La Poste. Ce coût était auparavant affecté au secteur Courrier.
- au résultat financier et à l'impôt

Segmentation du chiffre d'affaires : la segmentation du chiffre d'affaires de La Poste entre les activités Courrier et Colis est effectuée sur la base d'informations comptables, ainsi que des données statistiques permettant d'identifier et d'analyser les flux physiques des objets acheminés et distribués par les deux secteurs d'activité.

Aucun client du Groupe ne contribue au chiffre d'affaires consolidé pour un montant supérieur à 10% du total.

Segmentation des charges opérationnelles : compte tenu de la coexistence au sein de La Poste des acteurs Courrier, Colis, Activité bancaire et Enseigne La Poste, et de la forte imbrication des processus de production de ces activités, La Poste a défini des principes de comptabilité analytique afin de répartir les charges mutualisées entre les différents secteurs et de déterminer ainsi le résultat de chacun.

Le système de comptabilité analytique de La Poste repose sur les principes suivants :

- les principales prestations mutualisées entre Courrier et Colis (collecte-concentration, tri transit, distribution) sont refacturées sur la base d'une tarification à l'objet ou d'un forfait ;
- la refacturation des charges de guichet des bureaux de poste de l'Enseigne s'effectue aux métiers utilisateurs du réseau sur la base de conventions de services dont les modalités de tarification sont fondées sur des inducteurs opérationnels mesurables (chiffre d'affaires, statistiques mesurant le temps nécessaire à la réalisation des différentes opérations,...).

Segmentation de l'actif immobilisé : les immobilisations incorporelles et corporelles sont réparties sur la base de l'affectation par métier des biens correspondants dans le système comptable de La Poste. Les actifs immobiliers détenus par La Poste et le sous-groupe Poste Immo sont affectés en totalité au secteur Immobilier.

Compte de résultat par secteurs opérationnels

1^{er} semestre 2012

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Services Partagés	Non Affecté (1)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 512	2 674	2 654	43	4	0			10 887
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	315	21	14	2 045	395	355		(3 144)	
Produits opérationnels	5 827	2 695	2 668	2 088	398	355		(3 144)	10 887
Résultat d'exploitation	470	210	348	(39)	72	(99)	(330)	2	632
Résultat financier									(122)
Impôt sur le résultat									(179)
Quote part de résultat des MEE	(2)	3	100		4				106
Résultat net de l'ensemble consolidé									437
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(136)	(84)	(168)	(28)	(109)	(69)		2	(591)
Actifs sectoriels	3 065	3 036	195 121	806	4 093	6 804		(3 571)	209 354

1^{er} semestre 2011

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Services Partagés	Non Affecté (1)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 607	2 485	2 655	37	6	0			10 789
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	332	20	17	2 199	385	418		(3 371)	
Produits opérationnels	5 939	2 505	2 671	2 236	390	418		(3 371)	10 789
Résultat d'exploitation	489	206	245	29	28	(71)	(424)	(0)	504
Résultat financier									(119)
Impôt sur le résultat									(123)
Quote part de résultat des MEE	1	3	101		0				105
Résultat net de l'ensemble consolidé									367
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(130)	(80)	(257)	(28)	(100)	(69)			(664)
Actifs sectoriels	3 087	2 756	177 795	957	4 168	6 739		(3 203)	192 298

Exercice 2011

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Services Partagés	Non Affecté (1)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	10 897	5 155	5 201	80	8	0			21 341
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	671	46	30	4 364	785	787		(6 682)	
Produits opérationnels	11 568	5 201	5 231	4 443	793	787		(6 682)	21 341
Résultat d'exploitation	757	387	369	110	51	(203)	(800)	(0)	670
Résultat financier									(230)
Impôt sur le résultat									(143)
Quote part de résultat des MEE	1	6	160		2				169
Résultat net de l'ensemble consolidé									467
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(283)	(173)	(475)	(54)	(227)	(145)			(1 356)
Actifs sectoriels	2 958	2 951	185 624	900	4 280	7 360		(4 001)	200 072

(1) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 Chiffre d'affaires

- 4.1 Chiffre d'affaires Courrier
- 4.2 Chiffre d'affaires Colis-Express
- 4.3 Autre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités commerciales du Groupe La Poste provient des secteurs Courrier (courrier national et international), Express, Colis, ainsi que de l'activité exercée par l'Enseigne La Poste et le secteur Immobilier. Il se ventile de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Chiffre d'affaires Courrier	5 512	5 607	10 897
Dont Courrier national	5 130	5 254	10 176
Dont Courrier international	382	353	721
Chiffre d'affaires Express	1 937	1 769	3 660
Chiffre d'affaires Colis	737	717	1 495
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste	43	37	80
Chiffre d'affaires Immobilier	4	6	8
Total	8 233	8 135	16 140

4.1 Chiffre d'affaires Courrier

Le chiffre d'affaires Courrier national se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 586	3 689	7 071
Courrier publicitaire	770	801	1 589
Presse	355	362	716
Autres produits et services des filiales	419	401	800
Total	5 130	5 254	10 176

Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

Les « Autres produits et services » des filiales sont constitués principalement par le chiffre d'affaires des sociétés suivantes:

- Mediapost, leader de la publicité non adressée en boîtes aux lettres et spécialiste du géomarketing pour 179 millions d'euros (176 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 et 341 millions d'euros en 2011)
- Docapost BPO IS (ex-Dynapost), spécialiste du traitement intégré du courrier des entreprises pour 31 millions d'euros (31 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 et 63 millions d'euros en 2011)

- Docapost DPS (ex-Asphéria) et Orsid, opérateurs en solutions éditiques et traitement industriel de documents pour 54 millions d’euros (48 millions d’euros au 1^{er} semestre 2011 et 99 millions d’euros en 2011)
- Docapost BPO SAS (ex-Extelia), spécialiste du traitement industriel de documents et de données pour 80 millions d’euros (80 millions d’euros au 1^{er} semestre 2011 et 162 millions d’euros en 2011)

Le chiffre d’affaires Courrier international se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Frais terminaux	91	79	163
Affranchissement Guichet	62	60	128
Autres produits du Courrier international	229	213	430
Total	382	353	721

Les frais terminaux correspondent à la rémunération perçue par La Poste au titre de la distribution en France du courrier en provenance de l’étranger. Ils sont évalués en date de clôture sur la base des estimations de poids et de nombres d’objets distribués connues à cette date.

Les autres produits du Courrier international correspondent :

- pour La Poste, au chiffre d’affaires réalisé avec les entreprises et administrations pour 100 millions d’euros (124 millions d’euros au 1^{er} semestre 2011 et 237 millions d’euros en 2011),
- au chiffre d’affaires des filiales étrangères, notamment de la filiale Brokers à hauteur de 47 millions d’euros (37 millions d’euros au 1^{er} semestre 2011 et 77 millions d’euros en 2011) qui offre une gamme de services (collecte, travaux de préparation, mise sous pli, affranchissement, adressage, etc.) aux grands émetteurs américains de courrier international à destination de l’Europe.

4.2 Chiffre d’affaires Colis-Express

Le chiffre d’affaires Express est réalisé intégralement par le sous-groupe GeoPost, et se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Express Zone France	483	470	941
Express Zone Etranger	1 454	1 298	2 719
Total	1 937	1 769	3 660

Le chiffre d’affaires Colis se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Colis affranchissement Guichet	218	213	452
Autres produits du Colis	520	503	1 043
Total	737	717	1 495

Les autres produits du Colis sont générés par l’activité de ColiPoste, opérateur de La Poste maison mère, avec les entreprises et les administrations.

4.3 Autre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires Enseigne La Poste comprend le chiffre d'affaires de La Poste Mobile, ainsi que les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 Produit net bancaire

Le Produit Net Bancaire du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Intérêts et produits assimilés	3 221	2 877	5 609
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 212	1 104	2 312
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	900	824	1 684
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	1 110	950	1 612
Intérêts et charges assimilées	(1 788)	(1 296)	(2 707)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	(17)	(40)	(84)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(1 360)	(1 111)	(2 352)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(410)	(145)	(271)
Produits de commissions	1 036	1 077	2 162
Charges de commissions	(117)	(136)	(268)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	148	12	84
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	89	80	263
Marge des activités d'assurance	34	31	69
Produits et charges des autres activités	30	10	(11)
Total PNB	2 654	2 655	5 201
Total produits	4 727	4 368	8 505
Total charges	(2 073)	(1 713)	(3 304)

NOTE 6 Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Services extérieurs et sous-traitance générale	693	692	1 500
Achats	275	276	576
Sous-traitance transport	1 487	1 333	2 783
Prestations du courrier international	89	87	171
Locations	319	330	664
Entretiens et réparations	178	178	385
Frais de télécommunications	68	64	141
Déplacements, missions	87	94	184
Autres charges	150	152	342
Total ⁽¹⁾	3 347	3 207	6 747

(1) Un reclassement de charges du poste « Impôts et taxes » vers le poste « Achats et charges externes » a été réalisé pour 67 millions d'euros au 30 juin 2011.

NOTE 7 Charges de personnel et effectifs

- 7.1 Charges de personnel
- 7.2 Effectifs

7.1 Charges de personnel

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 270	4 277	8 426
Cotisations retraites	688	714	1 407
Autres charges sociales	884	790	1 579
Prestations d'actions sociales	94	96	203
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(8)	(8)	(10)
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	4	6	13
Variation des autres provisions sur le personnel	(39)	92	82
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	412	412	808
Total	6 305	6 381	12 509

7.2 Effectifs

L'effectif moyen du Groupe évolue de la façon suivante :

	S1 2012	S1 2011	2011
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	264 605	269 796	268 822

NOTE 8 Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2012	S1 2011	2011
Impôts locaux	(80)	(76)	(151)
Autres impôts et taxes ⁽³⁾	(37)	(31)	(68)
Impôts et taxes	(117)	(107)	(219)
Amortissements nets	(469)	(451)	(961)
Ecart d'acquisition	(19)	(27)	(59)
Pertes de valeur sur immobilisations	(2)	(2)	(22)
Pertes de valeur sur actif circulant	(7)	7	6
Pertes sur créances irrécouvrables	(8)	(17)	(30)
Provisions pour risques et charges	(5)	18	28
Coût du risque de l'activité bancaire ⁽¹⁾	(82)	(193)	(318)
Amortissements et provisions	(591)	(664)	(1 356)
Production immobilisée	46	40	115
Production stockée	0	0	(8)
Redevances	(12)	(12)	(21)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ⁽²⁾	13	30	31
Autres produits et charges opérationnels courants	13	12	22
Autres charges et produits opérationnels	60	69	139

(1) Dont montant des dépréciations liées à la crise de la dette grecque : 30 millions d'euros au premier semestre 2012, 158 millions d'euros au premier semestre 2011 et 241 millions d'euros en 2011 (voir note 1.3)

(2) Dont au premier semestre 2012, 7 millions d'euros au titre de Secur SA et 6 millions d'euros au titre d'IBC inc (voir note 1.1)
Dont au premier semestre 2011 et en 2011, 22 millions d'euros de plus value comptabilisés suite à la prise de contrôle de DPD Laser et 8 millions d'euros au titre de Secur Internacional

(3) Un reclassement de charges du poste « Impôts et taxes » vers le poste « Achats et charges externes » a été réalisé pour 67 millions d'euros au 30 juin 2011.

NOTE 9 Résultat financier

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
- 9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net*(en millions d'euros)*

	S1 2012	S1 2011	2011
Charges d'intérêts sur opérations de financement ⁽¹⁾	(97)	(105)	(207)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ⁽²⁾	(19)	1	16
Produits de la trésorerie ⁽³⁾	21	12	17
Total	(95)	(92)	(173)

*(1) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette**(2) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts**(3) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement*

L'évaluation au 30 juin 2012 de la dette obligataire comptabilisée en juste valeur par résultat sur option tient compte de la variation du coût du risque de crédit constatée sur le premier semestre 2012. Cette variation a pour effet d'augmenter la juste valeur de la dette obligataire, et génère un effet négatif sur le résultat financier au 30 juin 2012 de 6 millions d'euros.

L'évolution du coût du risque de crédit en 2011 avait généré un effet négatif sur le résultat financier de 7 millions d'euros au 30 juin 2011 et un effet favorable de 53 millions d'euros au 31 décembre 2011.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel et des provisions pour risques et charges (31 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, 32 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 et 67 millions d'euros pour l'année 2011)

NOTE 10 Impôts sur le résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	S1 2012	S1 2011	2011
(Charge) d'impôt courant	(191)	(113)	(187)
(Charge) / produit d'impôt différé	11	(10)	45
(Charge) / produit total d'impôt	(179)	(123)	(143)

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 Écarts d'acquisition (goodwill)

- 11.1 Détail des écarts d'acquisition
- 11.2 Pertes de valeur

11.1 Détail des écarts d'acquisition

La répartition des écarts d'acquisition par UGT est la suivante :

(en millions d'euros)	Secteur opérationnel	Valeur nette au 30/06/12	Valeur nette au 31/12/11
GeoPost Central Europe	Express	461	461
Exapaq	Express	334	334
GeoPost Espagne	Express	211	219
GeoPost UK	Express	134	130
DPD Laser Finance	Express	54	54
SOGEC	Courrier	44	44
Extelia	Courrier	47	47
Mediapost	Courrier	24	24
Groupe Tocqueville	Activité bancaire	27	27
Orsid	Courrier	22	22
Media Prisme	Courrier	15	17
Sefas	Courrier	8	8
Autres sociétés		37	29
Total		1 420	1 417
<i>Dont</i> Courrier		167	168
Express		1 217	1 212
Activité bancaire		36	36
Enseigne		1	1

11.2 Pertes de valeur

Le Groupe La Poste réalise des tests de perte de valeur à chaque clôture sur les goodwill les plus exposés à un risque de dépréciation. Ces tests sont réalisés selon la procédure décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Les tests réalisés sur les goodwill du Groupe au 30 juin 2012 ont conduit à constater une dépréciation complémentaire du goodwill de GeoPost Espagne pour un montant de 19 M€, reflétant la détérioration des perspectives économiques dans ce pays. Ce montant inclut 7 M€ de dépréciation de la réévaluation de la participation antérieure sur Seur SA (voir note 1.1).

Une augmentation d'un demi-point du taux d'actualisation conduirait à comptabiliser des pertes de valeur supplémentaires de 17 M€ sur GeoPost Espagne, et de 1 M€ sur Mediapost Espagne.

Une réduction d'un demi-point du taux de croissance à l'infini conduirait à comptabiliser des pertes de valeur supplémentaires de 13 M€ sur GeoPost Espagne et de 1 M€ sur Mediapost Espagne.

NOTE 12 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en millions d'euros)

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2011	2 113	10 915	13 029
Acquisition	116	294	410
Cession	(15)	(144)	(159)
Variation de périmètre	57	39	96
Transfert	2	(6)	(5)
Ecart de conversion	1	10	11
Solde au 30/06/2012	2 273	11 108	13 381
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2011	(1 326)	(4 819)	(6 145)
Amortissement de la période	(119)	(350)	(469)
Perte de valeur	0	(7)	(7)
Reprise de perte de valeur	0	5	5
Reprises sur cessions	15	99	114
Variation de périmètre	(27)	(29)	(56)
Transfert	(0)	6	6
Ecart de conversion	(0)	(4)	(5)
Solde au 30/06/2012	(1 458)	(5 100)	(6 557)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2011	787	6 096	6 883
au 30/06/2012	815	6 008	6 823
Dont location financement			
au 31/12/2011		109	
au 30/06/2012		93	

NOTE 13 Participations dans les sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)

	CNP Assurances	Autres	Total
Solde au 31/12/2011	1 945	103	2 048
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	100	5	105
Distribution de dividendes	0	(4)	(4)
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	62	1	63
Pertes de valeur		0	
Variation de périmètre	0	2	2
Augmentation de capital	0	2	2
Autres	(4)	(13)	(17)
Ecart de conversion	(13)	3	(11)
Solde au 30/06/2012	2 090	98	2 188

NOTE 14 Autres actifs des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)

	30/06/2012		31/12/2011	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	189	0	157
Instruments financiers dérivés	29	478	83	382
Actifs de placement de la trésorerie	709	370	382	288
Autres actifs financiers nets	66	106	32	103
Total autres actifs financiers	804	1 144	497	930
Stocks d'autres approvisionnements	98		98	
Autres stocks nets	51		53	
Total stocks nets	150		151	
Créances clients nettes	1 767		1 658	
Créances sur opérations du courrier international	421		456	
Autres créances	306		314	
Total créances clients et autres créances	2 495		2 429	
VMP - Équivalents de trésorerie	697		814	
Caisse et disponibilités	674		332	
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	1 370		1 146	
Encaisse des bureaux de poste	551		631	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie, dont l'échéance à l'origine est supérieure à 3 mois. Ces actifs financiers se composent essentiellement de titres obligataires (351 M€ au 30 juin 2012, 338 M€ au 31 décembre 2011), de titres de créances négociables dont les échéances sont généralement comprises entre 3 et 12 mois (378 M€ au 30 juin 2012, 325 M€ au 31 décembre 2011) et de comptes à terme ne présentant pas le caractère d'éléments de trésorerie (350 M€ au 30 juin 2012).

Les titres de créances négociables, dont l'échéance à l'origine est inférieure à 3 mois, sont classés dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

Instruments financiers dérivés

La ligne Instruments financiers dérivés correspond à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail de ces instruments dérivés figure en note 17.3.

NOTE 15 Actifs financiers de l'activité bancaire

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Prêts et créances sur la clientèle à vue	538	416
Prêts et créances sur la clientèle à terme	46 781	44 599
<i>dont crédits à l'habitat</i>	43 015	41 840
Opérations de location financement	33	1
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	641	11
Total Prêts et créances sur la clientèle	47 993	45 028
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	149	92
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	80 014	72 610
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	2 093	2 181
Total créances sur les établissements de crédit	82 256	74 882
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	37 870	35 377
<i>dont effets publics et assimilés</i>	33 763	31 341
Actifs financiers disponibles à la vente	9 395	9 338
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 758	11 177
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	9 484	10 866
<i>dont instruments dérivés</i>	274	311
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	130	145
Total portefeuille de titres de l'activité bancaire	57 152	56 037
Autres actifs financiers courants de l'activité bancaire	1 122	1 560
Comptes de régularisation Actif	2 793	2 040
Banques centrales	279	2 379
Caisse et autres	205	265
Total autres actifs financiers courants de l'activité bancaire	484	2 644

NOTE 16 Provisions pour risques et charges

- 16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
- 16.2 Autres provisions pour risques et charges

16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Au 30 juin 2012, les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, se décomposent de la façon suivante :

	Risque Epargne Logement	Provision technique d'assurance	Total Risques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
<i>(en millions d'euros)</i>			
Provisions non courantes			
Provisions courantes	194	530	724
Solde au 31/12/2011	194	530	724
Dotation de la période	34	569	602
Reprise pour utilisation		(509)	(509)
Reprise nette de provision Epargne Logement			
Autres mouvements		11	11
Provisions non courantes			
Provisions courantes	228	601	829
Solde au 30/06/2012	228	601	829

16.2 Autres provisions pour risques et charges

Au 30 juin 2012, les autres provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	Total autres provisions pour risques et charges
<i>(en millions d'euros)</i>				
Provisions non courantes	19	34	41	94
Provisions courantes	52	54	264	371
Solde au 31/12/2011	71	88	305	464
Dotation de la période	19	8	24	52
Reprise pour utilisation	(8)	(5)	(14)	(27)
Reprise de provisions devenues sans objet	(6)	(2)	(2)	(10)
Actualisation	(0)	1	0	1
Autres mouvements	0	0	1	1
Provisions non courantes	25	33	35	93
Provisions courantes	50	58	280	388
Solde au 30/06/2012	75	90	315	481

NOTE 17 Emprunts obligataires et autres dettes financières

- 17.1 Détail des dettes financières
- 17.2 Emprunts obligataires
- 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

17.1 Détail des dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012		31/12/2011	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	860	3 202	1 156	3 198
- Emprunts obligataires		3 108		3 108
- Location financement	6	61	9	63
- Bons La Poste	68		70	
- Billets de trésorerie	275		666	
- Concours bancaires courants	49		17	
- Dépôts et cautionnements reçus	446	25	377	24
- Autres emprunts au coût amorti	16	8	17	4
Emprunts en juste valeur sur option	74	2 242	54	2 195
- Emprunts obligataires		2 234		2 176
- Instruments financiers dérivés passifs	74	9	54	19
Emprunts en couverture de juste valeur		544		539
- Emprunts obligataires		544		539
- Instruments financiers dérivés passifs				
Autres dérivés	4	10	4	9
Intérêts courus non échus sur emprunts	170		135	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		5 998		5 941
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	1 108		1 349	
Total courant et non courant	7 106		7 290	

17.2 Emprunts obligataires

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Emprunts couverts	Total
Solde au 31/12/2011	3 108	2 176	539	5 822
Nouveaux emprunts				0
Remboursements		0		0
Autres variations		58	6	64
Solde au 30/06/2012	3 108	2 234	544	5 886

17.3 Instruments dérivés hors activité bancaire

(en millions d'euros)	Juste valeur ⁽¹⁾ au 30/06/2012		Juste valeur ⁽¹⁾ au 31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	453	9	405	19
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		74		54
Swaps de change	1		1	
TOTAL	454	83	406	74
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur	53		58	
Autres				
Caps/floors				
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITE BANCAIRE	507	83	464	74
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		14		15

(1) Y compris ICNE

NOTE 18 Dette nette hors banque

- 18.1 Situation de la dette nette
18.2 Évolution de la dette nette

18.1 Situation de la dette nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Note Annexe	30/06/2012	31/12/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	1 370	1 146
Dérivés actif associés à la dette	14/17.3	508	464
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine	14	1 079	669
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	14	42	14
Créance financière nette envers La Banque Postale		666	452
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 665	2 746
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	5 998	5 941
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 108	1 349
Dette brute (2)		7 106	7 290
Dette nette (2)-(1)		3 441	4 544

Variation de la dette nette au 30 juin 2012

(1 103)

18.2 Évolution de la dette nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Note Annexe	S1 2012	S1 2011
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT⁽¹⁾	620	592
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(725)	(505)
Neutralisation de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie		413	35
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie⁽²⁾		(312)	(470)
Augmentation de capital		1 050	1 091
Dividendes versés à l'Etat		(144)	(136)
Charge nette d'intérêts financiers		(78)	(93)
Variation de juste valeur des dettes, actifs de placement et dérivés		(17)	1
Autres éléments ⁽³⁾		(8)	(11)
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		803	852
Incidence des filiales destinées à être cédées		(8)	
Variation de la dette nette		1 103	974
Dette nette à l'ouverture		(4 544)	(4 804)
Dette nette à la clôture		(3 441)	(3 829)

(1) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés

(2) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distingue du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(3) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'augmentation des dettes provenant des contrats de location financement.

NOTE 19 Avantages du personnel

Les provisions pour avantages du personnel ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2012 :

(en millions d'euros)	31/12/2011						30/06/2012		
	Courant	Non courant	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Autres variations	Courant	Non courant
- Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	22	438		12	(12)			22	437
- Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	3	130		9	(2)		0	4	137
- Régime de retraite du personnel des filiales étrangères	0	26		1	(5)		1	0	24
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière - post-emploi									
Total avantages postérieurs à l'emploi	25	594		22	(19)		1	26	597
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	350	897		136	(166)		(0)	315	901
- Indemnités de rupture	58	55			(0)		(0)	58	55
Total dispositifs d'aménagement de fin de carrière et assimilés	407	952		136	(166)		(0)	373	956
- Congés longue maladie / longue durée	69	55						69	55
- Compte Epargne temps	98	95		3	(0)		(0)	99	97
- Autres avantages à long terme	2	20	0	7	(0)		(0)	2	26
Total autres avantages à long terme	168	171	0	9	(0)		(0)	170	178
Total avantages du personnel	600	1 716	0	168	(185)		1	569	1 732

NOTE 20 Passifs financiers de l'activité bancaire

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Dettes envers les établissements de crédit à vue	95	166
Dettes envers les établissements de crédit à terme	12 843	10 700
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	12 084	10 372
Dettes représentées par un titre	7 641	6 598
<i>dont certificats de dépôt</i>	6 424	5 464
Total dettes envers les établissements de crédit	20 580	17 463
Comptes d'épargne à régime spécial	108 112	105 925
<i>dont Livret A</i>	58 661	56 990
<i>dont PEL et CEL</i>	26 816	26 251
<i>dont LEP</i>	9 413	9 785
Dettes envers la clientèle à vue	48 302	47 458
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	48 001	46 829
Dettes envers la clientèle à terme	5 590	2 853
Total opérations avec la clientèle	162 004	156 236
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	108	250
Autres	1 239	915
Total autres passifs financiers	1 347	1 165
Comptes de régularisation Passif	3 205	3 266

NOTE 21 Dettes fournisseurs et autres dettes

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 100	1 290
Dettes fiscales et sociales	1 704	1 715
Dettes fournisseurs d'immobilisations	150	213
Dettes sur opérations du courrier international	442	482
Avances et acomptes clients	182	164
Autres dettes d'exploitation	237	242
Total	3 816	4 106

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 Instruments financiers de l'activité bancaire

22.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

1 ^{er} semestre 2012 <i>(en millions d'euros)</i>	Variations de juste valeur				Gain (perte) net
	Produits (charges) d'intérêts	Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Dépréciation	
Prêts, créances et dettes	601				601
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	754			108	862
Actifs disponibles à la vente	93		120	(7)	354
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		148			148
Opérations de couverture	(15)				(15)
TOTAL	1 433	148	120	101	1 950

Une dépréciation d'un montant de 30 millions d'euros a été comptabilisée au 30 juin 2012 en conséquence de la crise de la dette souveraine grecque (voir note 1.2).

22.2 Exposition au risque souverain sur les pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne

Les recensements des expositions souveraines ont été établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'État. Les expositions sont présentées sur le Groupe, c'est-à-dire pour les sociétés détenues à plus de 50%. Sur la base de ce recensement, le Groupe ne dispose pas d'exposition sur Chypre.

Recensement par catégories

30 juin 2012 <i>(en millions d'euros)</i>	Portefeuille bancaire ⁽¹⁾				Actifs à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	Total bilan après dépréciations	Hors bilan ⁽²⁾	TOTAL
	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total port. bancaire				
Grèce		17		17		17		17
Irlande		1		1		1	90	91
Portugal			1 172	1 172		1 172	155	1 326
Espagne		2	1 550	1 552		1 552	32	1 584
TOTAL		20	2 722	2 741		2 741	277	3 018

(1) Les expositions sont présentées pour leur valeur nette comptable au bilan

(2) Les montants hors bilan correspondent aux expositions indirectes à travers des garanties accordées à des OPCVM du Groupe

Impact des dépréciations

(en millions d'euros)	Total	Dont dépréciations	Total avant dépréciation
Grèce	17	12	29
Irlande	91		91
Portugal	1 326		1 326
Espagne	1 584		1 584

En dehors de l'analyse conduite sur les expositions souveraines grecques, le Groupe n'a pas trouvé d'indication objective de dépréciation sur les expositions des autres pays ayant bénéficié d'un plan de soutien à l'État ou à des banques.

Représentation par maturité

(en millions d'euros)	Total	Durée restante en années						
		1	2	3	4	5	<10	>10
Grèce	17							17
Irlande	91		90		1			
Portugal	1 326		354		558	423		
Espagne	1 584	380	37	10	529	288	339	2

Représentation des gains et pertes latents inscrits en réserves

30 juin 2012

	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes latents inscrits en réserve	Niveau de valorisation (1)
Grèce	17		N1
Irlande	1		N1
Portugal			
Espagne	2	(1)	N1

(1) N1 : Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif

N2 : Technique de valorisation utilisant des données observables

N3 : Technique de valorisation utilisant des données non observables

Expositions souveraines

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total Expositions directes (1)	Garanties	Total Expositions directes et indirectes (2)	Expositions en %
Grèce	17		17		17	0,04%
Irlande	1		1	90	91	0,23%
Italie	1 880		1 880	185	2 065	5,12%
Portugal	1 172		1 172	155	1 326	3,29%
Espagne	1 552		1 552	32	1 584	3,92%
Total GIIPES	4 621		4 621	462	5 083	12,59%
Allemagne	3 478		3 478		3 478	8,62%
Autriche	243		243		243	0,60%
Belgique	1 501		1 501		1 501	3,72%
France	26 635	773	27 408		27 408	67,91%
Luxembourg	18		18		18	0,04%
Pologne	8		8		8	0,02%
Slovaquie	1		1		1	
Slovénie	2		2		2	0,01%
Total Europe	31 885	773	32 658		32 658	80,92%
Supra-national	1 557	118	1 674		1 674	4,15%
Reste du monde	944		944		944	2,34%
Total	39 007	890	39 898	462	40 360	100%

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre

(2) Exposition directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe

NOTE 23 Transactions avec les parties liées

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2011 (voir note 41 des états financiers consolidés au 31 décembre 2011).

NOTE 24 Engagements hors bilan et passifs éventuels

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2011 (voir note 42 des états financiers consolidés au 31 décembre 2011).

NOTE 25 Événements postérieurs à la clôture

Création d'Asendia, coentreprise de La Poste avec Swiss Post

Conformément à ce qui avait été annoncé en décembre 2011, La Poste et Swiss Post ont créé le 6 juillet 2012 Asendia une coentreprise réunissant les activités des deux opérateurs dans le courrier international. Ces activités concernent pour La Poste principalement les filiales BTB et Brokers, qui sont classées en actifs destinés à être cédés au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012.

Commissions interbancaires sur les prélèvements et TIP

A l'issue d'une procédure d'engagement encadrée par l'Autorité de la Concurrence, les banques françaises ont pris début juillet 2012 l'engagement de supprimer à compter du 1^{er} septembre 2013 les commissions interbancaires relatives essentiellement aux prélèvements et TIP. Cette suppression passera par une réduction de 50% de ces commissions au 1^{er} septembre 2012. Cet engagement est sans impact sur les comptes du 1^{er} semestre 2012.

Rapport des Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

KPMG AUDIT

SIEGE SOCIAL : 1, COURS VALMY - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX
TEL : +33 (0) 1 55 68 68 68 - FAX : +33 (0) 55 68 73 00

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE
TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER 2012 AU 30 JUIN 2012

LA POSTE

Siège Social : 44, boulevard de Vaugirard 75015 PARIS
Société Anonyme au capital de 3 400 000 000 €
N° Siren : 356 000 000

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté ministériel en date du 29 juin 2009, en application de l'article 14 de la loi postale du 12 janvier 2010 relative à l'entreprise publique LA POSTE et aux activités postales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et à Courbevoie, le 30 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

MAZARS

François Caubrière
Associé

Isabelle Goalec
Associée

Guy Isimat-Mirin
Associé

Dominique Muller
Associé